



RAPPORT  
SEMESTRIEL  
**2014**



<b>1</b>	<b>PRÉSENTATION DU GROUPE</b>	<b>1</b>
	1.1 Informations financières sélectionnées	2
	1.2 Profil de la Société et chiffres clés	3
	1.3 Plan stratégique « One Bull » 2014-2017	4
	1.4 Risques et facteurs de risque	5
<b>2</b>	<b>RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2014</b>	<b>11</b>
	2.1 Faits marquants	12
	2.2 Résultats du Groupe	15
	2.3 Événements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	21
<b>3</b>	<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE BULL</b>	<b>23</b>
	3.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	24
	3.2 Comptes semestriels consolidés résumés et notes annexes	25
<b>4</b>	<b>OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT D'ATOS</b>	<b>55</b>
	4.1 Le projet	56
	4.2 Le calendrier	56
<b>5</b>	<b>INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL</b>	<b>57</b>
	5.1 Informations concernant le capital social	58
	5.2 Organigramme	60
	5.3 Informations concernant les filiales et participations du Groupe	62
<b>6</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>67</b>
	6.1 Responsable du rapport financier semestriel	68

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux et les analyses figurant dans l'ensemble du document ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages calculés à partir des chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100 %.

# PRÉSENTATION DU GROUPE



1

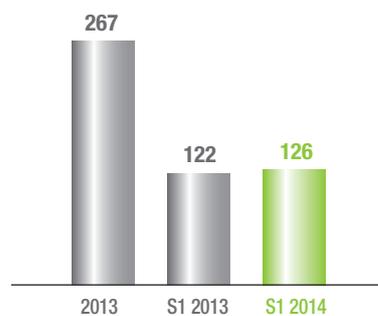
1.1	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	2
1.2	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS	3
1.3	PLAN STRATÉGIQUE « ONE BULL » 2014-2017	4
1.4	RISQUES ET FACTEURS DE RISQUE	5

## 1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

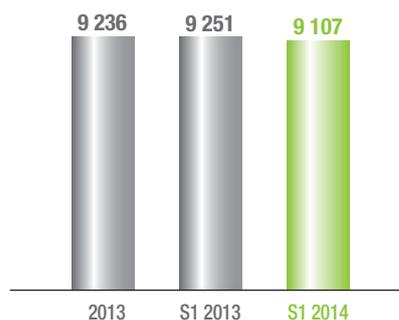
→ CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions d'euros)



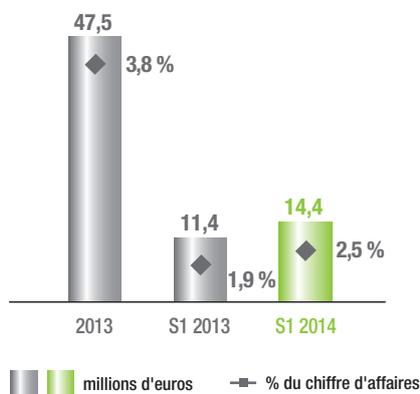
→ MARGE BRUTE\* (en millions d'euros)

→ FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS\*  
(en millions d'euros)

→ EFFECTIF EN FIN DE PÉRIODE



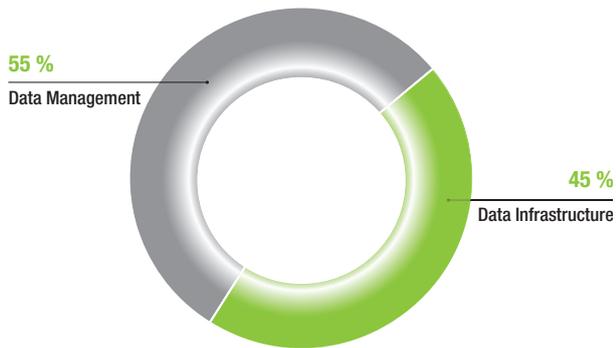
→ ÉVOLUTION DE L'EBIT\*



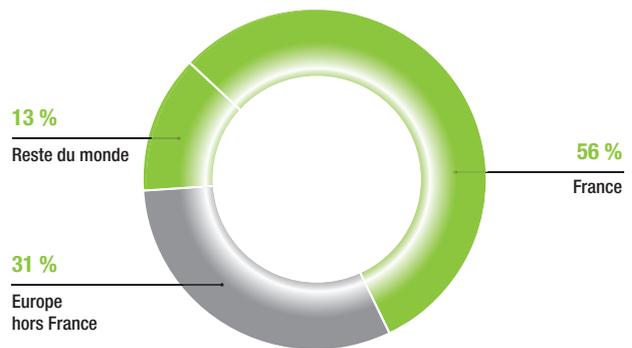
\* Dans le cadre de la présentation du plan « One Bull », une nouvelle organisation opérationnelle a été mise en place entraînant une nouvelle présentation de l'information financière. Ces changements sont présentés dans le chapitre 3.2.1 « Compte de résultat consolidé », page 25.

## 1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS

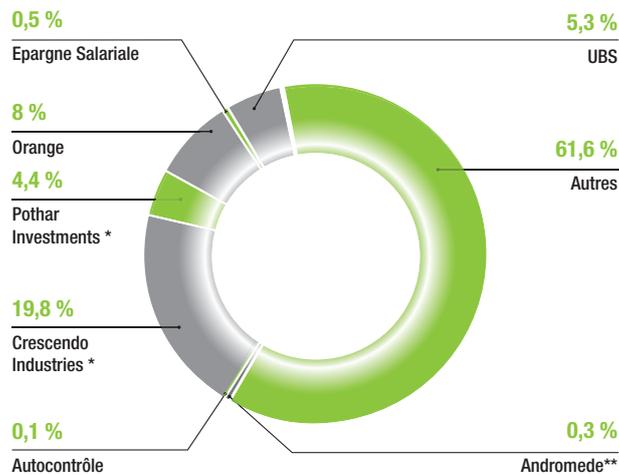
→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT D'ACTIVITÉ



→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



→ ACTIONNARIAT (au 30 juin 2014)



\* Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration de Bull.

\*\* Personne morale liée à Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration.

## 1.3 PLAN STRATÉGIQUE « ONE BULL » 2014-2017

Le 20 janvier 2014, Bull a présenté « One Bull », son plan de développement pour la période 2014-2017, avec lequel le Groupe ambitionne de doubler sa marge d'EBIT pour atteindre 7 % en 2017 et de devenir l'opérateur de confiance de la donnée en entreprise. Dans cette optique, le plan « One Bull » mobilise l'ensemble des ressources du Groupe pour développer les solutions et les services qui permettent aux entreprises de tirer toute la valeur des informations qu'elles produisent et qu'elles utilisent.

Le plan « One Bull » s'articule autour de trois leviers d'action qui visent à développer de façon inédite la compétitivité du Groupe et la replacer à sa conclusion sur une trajectoire pérenne de croissance profitable :

1. Un recentrage des activités autour des enjeux du cloud et du Big Data. Le cœur de métier devient l'intégration et la gestion des systèmes hautes performances et des solutions sécurisées de traitement et de valorisation des données informatiques qui sous-tendent les nouveaux usages.

Ce choix s'accompagne :

- d'une optimisation importante des unités opérationnelles qui sont désormais focalisées sur la création de valeur et de synergies pour des offres globales. Les activités sont ainsi regroupées au sein de deux segments : « *Data Infrastructure* » et « *Data Management* » pour les activités Intégration, Sécurité et Cloud. Cela permet d'accroître la lisibilité du positionnement métier de Bull, et d'être reconnu comme l'opérateur de confiance de la donnée en entreprise,
- de la centralisation accrue des investissements en Recherche et Développement qui sont au cœur de la valeur ajoutée des offres Bull. Ces investissements pérennes, auxquels la Société consacre chaque année plus de 6 % de son chiffre d'affaires, constituent le fer de lance de la compétitivité à long terme de l'entreprise, en particulier dans le domaine des supercalculateurs (HPC) et de la sécurité. Ils sont désormais renforcés par un nouveau programme d'investissement iBull, géré en mode ouvert, et qui vise à favoriser l'innovation en interne, et faciliter le financement en amont de projets d'innovation tiers exclusivement focalisés sur les domaines d'expertises présents et à venir de Bull ;

2. Une amélioration de son efficacité :

- par la mise en place d'un plan d'économies visant à générer 30 millions d'euros par an d'ici 30 mois. Cet objectif découle de la simplification de l'organisation qui s'articule autour de deux segments d'activité, une organisation commerciale unique, une réduction substantielle du nombre d'unités opérationnelles et le regroupement géographique de la présence de Bull dans le monde autour de cinq *Clusters* régionaux,
- par l'accroissement de sa performance opérationnelle dans l'exécution des projets au travers de la mise en place de structures légères de management, l'amélioration notable des taux d'utilisation des ressources et la montée en puissance de centres de services ;

3. Une refonte du pacte qui fédère ses collaborateurs. Véritable clé de voûte du plan, l'engagement des collaborateurs de Bull est favorisé au travers d'une série d'initiatives visant à favoriser la flexibilité de l'organisation et du temps de travail, le développement des compétences, le renforcement des expertises, la mobilité métier et géographique, la progression professionnelle ainsi que l'émergence des jeunes talents. Cet investissement inédit, s'appuyant tout particulièrement sur les compétences internes, est accompagné de la mise en place de pratiques afin que Bull devienne une véritable marque employeur de référence dans la haute technologie.

« One Bull » est un plan d'amélioration substantielle de la performance dont les ressorts sont principalement internes à Bull. Afin d'assurer le déploiement effectif de ses initiatives et sécuriser l'atteinte des objectifs que l'entreprise se fixe collectivement, trois programmes de transformation internes « One Bull », correspondant à chacun des trois leviers de performance, sont mis en place avec une mesure régulière des performances et un alignement des objectifs des équipes en conséquence.

L'amélioration progressive de la compétitivité de l'entreprise devrait permettre de générer environ 200 millions d'euros de flux opérationnel de trésorerie cumulé sur la période.

## 1.4 RISQUES ET FACTEURS DE RISQUE

Le Groupe exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître de nombreux risques. Bull conduit une politique de gestion des risques visant à assurer au mieux la protection et le développement de son patrimoine et de sa réputation, et à défendre les intérêts de ses actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, de l'environnement et de ses autres parties prenantes. Toutefois, certains risques sont par nature hors du contrôle de Bull.

Bull effectue régulièrement une analyse de ses risques, notamment par l'établissement d'une cartographie des risques. Cette cartographie a pour objet d'identifier, dans les entités du Groupe, les risques liés aux processus et aux activités. L'analyse des risques conduit ensuite à définir des actions locales ou transversales pour maîtriser les risques majeurs.

Le Groupe a procédé à une revue des principaux risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'atteinte de ses objectifs, son activité, sa situation financière ou ses résultats. Ces risques sont présentés ci-dessous par thème.

### RISQUES JURIDIQUES

Les risques juridiques de Bull et de ses filiales sont principalement liés à leurs activités commerciales. Les principaux facteurs de risque découlant de ces activités peuvent entraîner des litiges en matière de propriété intellectuelle, la mise en cause de la responsabilité encourue lors de l'exécution des contrats de vente de produits, d'intégration de systèmes, d'infogérance ou du fait de la réalisation de prestations de services qui seraient jugées insatisfaisantes.

De façon régulière, les sociétés du Groupe sont amenées à émettre des garanties bancaires de bonne fin qui sont exigées par les clients lors de la signature de contrats d'une certaine importance qui peuvent faire l'objet de litiges liés ou non à l'exécution des contrats auxquels elles sont rattachées.

La direction juridique Groupe veille à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires, tant nationales que communautaires et internationales, applicables plus particulièrement à Bull en tant que société faisant appel public à l'épargne en France et plus généralement aux sociétés du Groupe dans le monde.

À l'exception de certaines activités et notamment celles liées à l'exportation où des autorisations spécifiques peuvent être nécessaires, la Société et ses filiales ne sont soumises à aucune réglementation particulière pour l'exercice de leurs métiers qui pourrait avoir une incidence sur leur situation financière ou comporter des risques particuliers pouvant affecter leur développement.

De façon exceptionnelle, et malgré le soin apporté à la prévention, les conseils externes et les garanties dont le Groupe s'entoure, les opérations d'investissement ou de désinvestissement peuvent conduire à des litiges qui sont inhérents à toutes opérations de cessions ou d'acquisitions de sociétés ou de fonds de commerce.

Dans la gestion courante des affaires, certaines sociétés du Groupe sont parties prenantes des procédures judiciaires, la plupart d'ordre commercial. Il n'existait au 30 juin 2014 aucun litige en instance devant des tribunaux ou en arbitrage susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe, qui n'ait pas été reflété dans les comptes ou mentionné dans la note 29 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 52.

Les différentes réclamations précontentieuses ou contentieuses reçues par les sociétés du Groupe font l'objet d'une analyse particulière et d'une évaluation des fondements et des risques par les juristes du Groupe. Les analyses des précontentieux et contentieux significatifs sont ensuite partagées avec les différents cabinets d'avocats qui défendent les intérêts du Groupe. Le cas échéant, les conséquences financières découlant du résultat de ces analyses sont prises en considération dans les comptes consolidés. Une révision des analyses des précontentieux et contentieux est effectuée sur une base semestrielle en fonction de l'évolution de chaque dossier.

Il n'existe pas de procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance et dont il serait menacé) qui a eu ou pourrait avoir eu au cours du premier semestre 2014 des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

### RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ

#### Les fournisseurs, sous-traitants et partenaires

Pour l'ensemble de ses offres de technologies et de solutions, Bull est dépendant de diverses coopérations avec des partenaires. L'évolution du métier de Bull dans un marché ouvert l'amène à nouer des partenariats afin de permettre le développement et la mise au point de ses offres produits et services.

Bull est donc dépendant, comme ses concurrents, d'un environnement comprenant des fournisseurs de composants ou de matériels, d'éditeurs de logiciel, et de groupes de travail ou d'autres prestataires. Cependant, dans un monde de systèmes ouverts où la plupart des acteurs se concurrencent entre eux mais coopèrent également dans de nombreux domaines, la standardisation et la banalisation des plates-formes techniques et des offres réduisent ce risque de dépendance en permettant très souvent des alternatives.

Pour certaines offres, le Groupe dépend néanmoins d'un seul partenariat ou d'une seule source d'approvisionnement. Dans ces cas, Bull s'efforce de maîtriser ce risque par l'anticipation de ses besoins et par un travail très en amont avec ses fournisseurs. Son système de prévisions s'intègre bien dans les processus de fabrication et de développement de produits de ses fournisseurs. De plus, Bull s'appuie sur des fournisseurs fiables et pérennes, et dont la capacité à satisfaire la demande est reconnue.

## Risque contractuel

Les procédures émises par le Groupe visent à ce que les relations contractuelles avec les tiers, qu'ils soient clients, fournisseurs ou autres tierces parties, soient raisonnablement encadrées par des documents établissant des relations équilibrées. Bull est parfois contraint dans des cas limités à accepter des conditions contractuelles défavorables de la part de clients privés ou publics, telles que l'absence ou un plafond de responsabilité élevé et/ou la non-exclusion des dommages indirects.

## Les clients

Bull entretient avec ses clients des relations commerciales basées sur des contrats qui correspondent aux critères usuels de la profession. Certains de ces contrats, soit par leur taille, soit par leur durée, sont de nature telle que leur arrêt sans préavis pourrait affecter une activité du Groupe.

Néanmoins, la structure du portefeuille global de clients peut être considérée comme suffisamment diversifiée pour que cet impact soit limité à l'échelle du Groupe.

## Les garanties données aux clients

Pour un certain nombre de contrats, le Groupe a été amené à donner à ses clients des garanties de bonne exécution, matérialisées par des cautions bancaires. Le montant de ces engagements est donné dans la note 28 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 51.

## Contrats de services

Dans le secteur des services informatiques, les prestations font l'objet soit de contrats dont le prix est facturé périodiquement sur la base de la prestation réalisée (régie), soit de contrats conclus sur la base d'un prix fixe pour l'ensemble de la prestation (forfait).

Les contrats en régie sont généralement effectués sur la base de prestations de services définies avec le client, dont celui-ci garde la responsabilité de la conduite et qui sont facturées selon le prix et les quantités produites pendant la période définie, qui est souvent mensuelle. Dans le cas d'une prestation au forfait, le prestataire s'engage vis-à-vis du client à obtenir un résultat déterminé pour un prix et un temps de réalisation fixés d'avance. Pour ces contrats, l'évaluation des moyens à mettre en œuvre et le pilotage de la réalisation de l'engagement pris font courir des risques que le Groupe s'emploie à maîtriser à travers des procédures strictes de contrôle et de suivi. Principalement, les engagements et risques de toute nature que le Groupe est amené à prendre sont analysés, avant tout engagement contractuel, au cours de *Business Commitment Review* (BCR) et les décisions sont prises conformément à des délégations de pouvoirs. L'exécution des contrats et la réévaluation des moyens à mettre en œuvre sont examinées régulièrement lors de « Revue Périodique des Projets » (RPP).

## Risque pays

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de risque significatif global du fait du faible volume d'activité réalisé dans un certain nombre de pays déterminés présentant une instabilité économique ou politique forte. Cependant, l'exposition est plus importante pour certaines activités dans certains pays. Si tous ces risques venaient à survenir concomitamment, ils auraient un impact sur les comptes du Groupe, considéré toutefois comme limité.

## Risques liés aux ressources humaines

Le capital humain représente une part essentielle de la valeur du groupe Bull, notamment à travers sa capacité à attirer et à retenir les collaborateurs disposant des compétences nécessaires à la bonne exécution des projets auxquels Bull s'est engagé vis-à-vis de ses clients. L'entreprise est ainsi principalement composée de personnel hautement qualifié dans ses domaines de compétence respectifs, souvent très recherché sur le marché du travail. La capacité du Groupe à se développer dépend donc, en partie, de sa capacité à attirer, motiver et retenir ses talents, mais aussi de sa capacité à adapter ses ressources, leurs compétences et leur niveau aux demandes de ses clients et au volume d'activité de l'entreprise.

Dans ce cadre, le Groupe se doit de disposer d'une image forte sur le marché du travail et d'assurer le développement professionnel de ses collaborateurs pour conserver et accroître les talents.

## Risques liés aux systèmes d'information

Le système d'information du Groupe repose sur des infrastructures et des applications informatiques communes à l'ensemble de ses activités, y compris à celles de ses filiales. Les principaux risques sont liés à la disponibilité du service, à l'intégrité et à la confidentialité des données. Par ailleurs, certaines filiales s'appuient en partie sur des systèmes d'information spécifiques, ce qui rend la surveillance et la gestion de ces risques plus complexes pour le Groupe.

Toute défaillance, panne ou défaut de sécurisation des infrastructures, des applications, des réseaux et des Data Centers est susceptible d'entraîner des blocages de service et ou des pertes de données qui pourraient fortement nuire à la fois aux opérations internes du Groupe et à ses clients, et de ce fait avoir un impact négatif sur les activités du Groupe, sur ses résultats ainsi que sur sa réputation.

Le Groupe a mis en œuvre des procédures destinées à garantir une bonne gestion des risques informatiques. Elles couvrent les systèmes de sécurité et assurent la continuité de service. Le Groupe a aussi une politique de consolidation et de virtualisation de ses différentes infrastructures. Les sites de production informatique, ainsi que les centres de données, sont tout particulièrement soumis à des procédures administratives et techniques de surveillance et de continuité de service qui couvrent des domaines aussi variés que les accès physiques aux centres et aux systèmes d'information, la rupture ou la perturbation de l'approvisionnement en énergie, l'incendie, la régulation des amplitudes thermiques extrêmes, le stockage et la sauvegarde des données, les plans d'urgence et les plans de reprise suite à sinistre.

## Risque technologique

Bull est un acteur majeur des systèmes numériques critiques et est le seul acteur européen positionné sur les principaux maillons de la chaîne de valeur de l'informatique. Les technologies de l'information représentent l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale où la concurrence est vive et où il est difficile de se maintenir en tête. Bull est bien conscient du défi et des risques technologiques.

Les trois expertises de Bull, la puissance, la sécurité et l'intégration associées à une culture permanente de l'innovation, lui ont permis d'être à l'avant-garde de chaque génération technologique. Bien conscient du défi, Bull a mis en place une réflexion sur les éléments d'innovation au niveau du Groupe afin de mieux se préparer à initier et accompagner les prochaines ruptures technologiques.

## Risques liés à la propriété intellectuelle

La direction de la propriété intellectuelle, assistée de plusieurs cabinets français et étrangers spécialisés dans ce domaine, est en charge de la surveillance, de la valorisation et de la protection de la propriété industrielle et intellectuelle et des droits qui y sont attachés pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le Groupe confirme qu'à sa connaissance et en fonction de la veille technologique qui est faite, il est propriétaire ou détient par licence ou autrement, les droits de propriété intellectuelle et industrielle nécessaires à la réalisation de la majorité de ses activités actuelles. Certaines licences ont été contractées pour une période limitée, mais le Groupe estime qu'il ne devrait pas exister d'obstacle majeur à les renouveler. De même, en ce qui concerne les accords en cours, Bull n'a pas de raison de suspecter d'éventuelles résiliations unilatérales de la part des titulaires des droits. Le renouvellement ou la modification de ces contrats s'effectue dans le cadre de négociations usuelles entre clients et fournisseurs. Aucun litige ou réclamation significatifs n'est pendant ou ne fait l'objet de menace précise en ce qui concerne l'usage et l'exploitation de la propriété industrielle et intellectuelle appartenant aux sociétés du Groupe ou mise en œuvre par celles-ci qui n'ait pas été reflété dans les comptes ou mentionné dans la note 29 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 52. Compte tenu de la complexité et de la variété des conditions d'utilisation des logiciels concédés par licence par les éditeurs à Bull, pour ses besoins propres ou les besoins de ses activités commerciales et malgré tous les contrôles effectués par les sociétés du Groupe, il n'est pas possible d'exclure tout risque de non-respect de l'une de ces conditions qui pourraient entraîner des ajustements financiers en faveur des donneurs de licence. De même, malgré le soin apporté à l'analyse de la propriété intellectuelle utilisée dans le cadre de ses activités, le Groupe n'est pas à l'abri d'une revendication par un tiers pour un brevet dont il détient les droits et pour lequel il estimerait que le Groupe l'utilise sans droit.

Le Groupe a une politique de protection active, incluant des oppositions, des marques utilisées pour les besoins de ses activités et examine de façon régulière si la couverture géographique des protections souscrites correspond à celles de l'exploitation des marques.

Le Groupe a également une politique d'incitation pour les chercheurs et ingénieurs au dépôt de brevets pour les inventions faites dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement et de protection active de ses activités technologiques, ce qui se traduit par un nombre croissant de dépôts de demandes de brevets et la gestion du portefeuille de brevets d'invention avec une couverture géographique mondiale.

## Risques liés à l'environnement fiscal

Les dispositions fiscales et leurs évolutions peuvent influencer sur la performance du Groupe. Une partie importante de l'activité du Groupe est réalisée à l'international et en particulier dans les pays émergents dans lesquels Bull veille au suivi et au strict respect des réglementations locales. Certains pays n'adhérant pas toutefois aux principes de l'OCDE et appliquant des réglementations spécifiques et changeantes, le Groupe agit de manière à garantir au mieux la parfaite sécurisation des opérations menées dans le cadre de la réglementation fiscale en vigueur.

Par ailleurs, en matière de prix de transfert, Bull applique les principes réglementaires en vigueur et se réfère, pour la politique s'y rapportant, aux principes de l'OCDE reconnus par la plupart des pays. Cette politique est précisée dans une documentation mise à jour chaque année. Il est toutefois possible que Bull soit confronté à des divergences d'interprétation d'un pays à l'autre dans la mise en œuvre de ces principes, voire, dans certains pays à des règles spécifiques plus contraignantes que les principes de l'OCDE. Bull s'efforce d'identifier au préalable ces situations particulières et les prend en compte pour limiter au maximum les risques qui pourraient en résulter.

Il convient de signaler également le cadre juridique incertain régissant le Crédit d'impôt recherche (CIR) en France du fait notamment de l'instabilité de la jurisprudence des tribunaux et de l'évolution de la doctrine administrative dans ce domaine.

## Risque de réputation

Le groupe Bull, comme toutes les entreprises bénéficiant d'une notoriété forte dans leur segment, peut avoir des risques portant atteinte à son image liés à une interprétation erronée d'informations devenues publiques. Afin de limiter tout risque, la communication du Groupe est construite pour être au plus près des réalités opérationnelles et refléter une image réelle et sincère de l'activité.

## RISQUES FINANCIERS

### Risque de contrepartie

La structure du portefeuille global de clients du Groupe est diversifiée, voir paragraphe « Risques liés à l'activité », page 5. Néanmoins, les risques clients sont encadrés par une politique Groupe spécifique. Des limites de crédit sont fixées pour tout client privé, avec une révision au moins annuelle. Au-delà d'un certain montant, ces limites de crédit sont approuvées par la direction financière Groupe.

Les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France bénéficient, pour 99 % de leur montant au 30 juin 2014, d'une assurance-crédit dans le cadre du contrat d'affacturage, voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 38.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les instruments dérivés de change. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires financiers de premier plan.

### Risque de liquidité

La trésorerie au niveau du Groupe enregistre des variations importantes au cours de chaque semestre, liées aux cycles d'activité. Ces variations sont supérieures à 150 millions d'euros, avec les points hauts atteints en fin de semestre.

Le Groupe a déployé un processus de centralisation de la trésorerie par la Société mère du Groupe et dispose d'un contrat d'affacturage pour les sociétés Bull SAS, SA Bull NV (Belgique) et Serviware. Au titre de ce contrat, une ligne de financement de 180 millions d'euros est mise à la disposition de ces sociétés, valable jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve du respect des ratios indiqués dans la note 15. Par ailleurs, un contrat d'affacturage a également été mis en place en 2014 pour les sociétés Amesys Conseil et Amesys Conseil Montpellier. L'impact en trésorerie est indiqué à la note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 38.

La liquidité du Groupe a été renforcée avec la signature d'un nouveau crédit syndiqué (« Revolving Credit Facility ») de 100 millions d'euros en mars 2014 d'une durée de 5 ans. Ces crédits bancaires prévoient que Bull respecte des engagements financiers, lesquels s'ils n'étaient pas respectés, déclencherait l'exigibilité immédiate du prêt, voir note 21 de l'annexe aux comptes consolidés du Groupe, page 42. Bull respecte ces engagements financiers au 30 juin 2014. Dans le même temps, Bull a procédé au remboursement, par anticipation, de son précédent crédit syndiqué de 50 millions d'euros et de sa ligne de crédit confirmée de 20 millions d'euros.

Une partie de la trésorerie, correspondant notamment aux comptes de garantie liés aux contrats d'affacturage, voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 38 et aux dépôts liés aux cautions bancaires, est reconnue comptablement comme non disponible. Au 30 juin 2014, le montant correspondant était de 30,2 millions d'euros.

Par ailleurs, la trésorerie détenue par un certain nombre d'entités à l'étranger n'est pas disponible au niveau de la trésorerie Groupe. Le montant correspondant est estimé à environ 30 millions d'euros, dont la plus grande partie est constituée par la trésorerie placée localement par Bull GmbH (Allemagne).

L'analyse de la dette financière par échéance est présentée en note 21 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 42.

Le Groupe procède régulièrement à une revue de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

### Risque de taux d'intérêt

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

Le détail des actifs et passifs financiers est donné dans la note 24 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 46. Au bilan, les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable. Le contrat d'affacturage dont bénéficie le Groupe correspond à un financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours. Le montant de ces financements au 30 juin 2014 est de 121 millions d'euros, voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 38, et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est un passif net de 7,1 millions d'euros.

Les actifs et passifs financiers à taux variable sont très majoritairement libellés en euros, et liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Une variation de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,07 million d'euros sur le résultat avant impôts du Groupe.

### Risque de change

Le groupe Bull est soumis à des risques de change naissant de ses transactions commerciales en devises, ainsi que des relations financières entre les entités, essentiellement avec la Société mère.

L'exposition du Groupe au risque de change est donnée dans la note 24 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 46.

Les opérations de couverture des risques de change sont coordonnées par la trésorerie Groupe. Les transactions des filiales sont dans la plupart des cas réalisées en devise locale, sauf pour ce qui est de Bull SAS, l'entité en charge des achats Groupe, dont une partie est effectuée en devises, principalement en USD.

Afin de réduire l'exposition du Groupe au risque de change, Bull maison mère négocie des achats et ventes de devises à terme et des instruments de nature optionnelle et les met à disposition des filiales concernées.

### *Risque de change lié à la position commerciale*

Le Groupe couvre principalement les achats en devises réalisés par Bull SAS. La couverture concerne à la fois les dettes fournisseurs au bilan et les achats prévisionnels, sur une base annuelle, ainsi que ceux se rapportant à des contrats unitaires de montants particulièrement importants.

La couverture est constituée d'une part d'instruments dérivés de change, d'autre part d'opérations à seuil de déclenchement (*stop loss*). Ces ordres sont exécutés lorsque le cours de la devise atteint un certain seuil. Les cours de déclenchement sont calculés de manière à obtenir le cours moyen qui avait été retenu pour le budget couvert.

Comptablement, certains instruments dérivés sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie en conformité avec les critères de la norme IAS 39. La partie efficace de la variation de juste valeur de ces instruments de couverture est enregistrée en contrepartie des capitaux propres, la partie inefficace en compte de résultat.

Les variations de valeur des autres instruments dérivés, pour lesquels n'est pas établie une relation de couverture, sont comptabilisées en compte de résultat.

### *Risque de change lié à la position financière*

Il concerne les entités qui portent des prêts ou des emprunts internes au Groupe, libellés dans une devise autre que leur monnaie de fonctionnement : il s'agit essentiellement de la société mère Bull. La couverture du risque de change correspondant donne lieu à des achats ou ventes à terme de devises.

### **Risque sur actions et autres instruments financiers**

Au 30 juin 2014, l'exposition du groupe Bull au risque actions concerne essentiellement les 114 405 actions Bull détenues en autocontrôle pour les besoins du contrat de liquidité. Ces actions ont été valorisées au cours de clôture du 30 juin 2014, soit 564 017 euros. À titre d'exemple, une variation négative de 10 % du cours de l'action Bull par rapport au cours du 30 juin 2014 aurait donc un impact d'environ 56 402 euros sur les comptes de Bull. Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque actions.



# RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2014



2

<b>2.1</b>	<b>FAITS MARQUANTS</b>	<b>12</b>
2.1.1	Groupe	12
2.1.2	Cloud	12
2.1.3	Big Data	12
2.1.4	High performance computing (HPC)	12
2.1.5	Cybersécurité	13
2.1.6	Modernisation des systèmes d'information	13
2.1.7	Autres informations	13
2.1.8	Gouvernement d'entreprise	14
<b>2.2</b>	<b>RÉSULTATS DU GROUPE</b>	<b>15</b>
2.2.1	Changements de périmètre	15
2.2.2	Résultats au 30 juin 2014	15
<b>2.3</b>	<b>ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS</b>	<b>21</b>

## 2.1 FAITS MARQUANTS

### 2.1.1 GROUPE

---

Le 20 janvier 2014, Bull a présenté « One Bull », son plan de développement pour la période 2014-2017, avec lequel le Groupe ambitionne de doubler sa marge d'EBIT pour atteindre 7 % en 2017 et de devenir l'opérateur de confiance de la donnée en entreprise (voir Chapitre 1.3, page 4).

Le 26 mai 2014, Atos, société internationale de services informatiques et Bull, ont présenté leur projet de rapprochement amical afin de donner naissance au premier acteur du Cloud en Europe et créer un leader dans le Big Data et la Sécurité. Atos a ainsi déposé une offre publique d'achat portant sur toutes les actions émises et en circulation composant le capital ainsi que les OCEANes du groupe Bull (voir Chapitre 4, page 55).

### 2.1.2 CLOUD

---

Comme annoncé avec le plan « One Bull », le Groupe poursuit son développement autour du Cloud et a reçu du Ministère français des Affaires sociales et de la Santé l'agrément d'Hébergeur de Données de Santé à caractère personnel pour son offre « Le cloud by Bull », édition Santé. Cet agrément permettra à Bull de se positionner également comme opérateur de services destinés à la télémédecine, à l'archivage et au partage d'images médicales. Bull proposera ces services hautement sécurisés en mode SaaS et accompagnera les professions de santé dans leurs nouveaux besoins de télémédecine. « Le cloud by Bull », édition Santé, s'inscrit dans une logique économique qui s'adapte aux besoins du client grâce au modèle de paiement à l'usage (24/03/2014).

### 2.1.3 BIG DATA

---

En ligne avec le plan « One Bull », le Groupe développe des *appliances* pour permettre aux entreprises de relever les défis du Big Data et a lancé « bullionDB », une *appliance* conçue pour moderniser les bases de données, très sollicitées par l'accroissement du nombre de données (13/02/2014). Toujours dans le domaine du Big Data, Bull investit pour proposer aux entreprises des offres globales en matière d'Internet des Objets (M2M). Le Groupe participera ainsi en Chine, à la mise en place de villes intelligentes dans le cadre d'un accord avec IZP Technologie, une société chinoise reconnue. Bull a été retenu pour son expérience sur les « *Smart Cities* » avec ses projets liés à la gestion de l'environnement, la gestion de la distribution d'eau et des projets liés aux transports intelligents. Ces services s'appuient sur des socles technologiques alliant analyse en temps réel et valorisation de Big Data et déploiement d'objets intelligents connectés (27/03/2014). Enfin, exemple de complémentarité évidente entre le HPC et le Big Data, Bull a fourni au Centre national de l'analyse génomique de Barcelone un supercalculateur de 2,7 pétaoctets de stockage. La recherche génomique génère des quantités massives de données qui nécessitent une grande capacité de calcul et de stockage, à laquelle les solutions HPC de Bull sont la réponse. L'utilisation du calcul intensif permet à la génomique de progresser à un tel rythme qu'il va conduire à la médecine personnalisée. L'enjeu étant une meilleure santé et une meilleure qualité de vie (25/06/2014).

### 2.1.4 HIGH PERFORMANCE COMPUTING (HPC)

---

Leader européen du calcul intensif (HPC), Bull a équipé le Centre national polonais pour la recherche nucléaire du plus grand supercalculateur national. L'infrastructure conçue par Bull sera refroidie par le système le plus éco-efficace au monde qui utilise l'eau chaude. Cette technologie permettra au centre de calcul de Swierk d'économiser 120 000 euros par an (18/03/2014). Après Météo France en 2013, le centre de calcul allemand pour le climat, DKRZ (Deutsche Klimarechenzentrum) et Bull coopèrent dans le domaine de la simulation pour la recherche climatique. Un contrat initial de 26 millions d'euros, pour la livraison d'un supercalculateur pétaflopique, prévoit la fourniture du système de calcul et du système

de stockage (12/05/2014). Toujours dans le cadre du contrat DKRZ, Bull a signé un partenariat avec Xyratex, l'un des premiers fournisseurs de technologies de stockage de données, sur la disponibilité de solutions associant bulx et ClusterStor visant à fournir 20 fois plus de puissance et d'efficacité énergétique aux clients HPC du monde entier (26/06/2014). Au Japon, dans le cadre de la recherche internationale sur la fusion nucléaire contrôlée (projet ITER), le supercalculateur Hélios conçu et opéré par Bull voit sa puissance portée à près de 2 pétaflops, le classant parmi les plus puissants supercalculateurs au monde (12/03/2014). Enfin, GENCI (le centre national de calcul intensif) s'équipe une nouvelle fois d'un supercalculateur Bull, après CURIE, nommé OCCIGEN, et installé au CINES (le Centre Informatique National de l'Enseignement Supérieur), l'un des trois centres nationaux de calcul. Avec 2,1 pétaflops, OCCIGEN est le plus puissant supercalculateur français dédié à la recherche, capable d'exécuter plus de deux millions de milliards d'opérations par seconde, offrant ainsi aux scientifiques des moyens de calcul performants et variés pour soutenir la compétitivité de la recherche française (24/06/2014).

## 2.1.5 CYBERSÉCURITÉ

En matière de cybersécurité, Bull continue d'apporter des solutions pour répondre aux exigences du marché : l'intégration de la solution TrustWay Proteccio au sein de la suite logicielle d'OpenTrust, apporte aux entreprises une innovation technologique majeure avec un niveau de sécurité renforcé (04/02/2014). La solution *Identity & Access Manager* d'Evidian, filiale de Bull, est quant à elle reconnue dans le premier « *Magic Quadrant for Identity Governance and Administration (IGA)* » de Gartner (03/02/2014). En matière de sécurité en mobilité, le smartphone sécurisé Hoox a renforcé sa sécurité dans le cadre d'un partenariat avec Pradeo, éditeur de solutions de sécurité informatique spécialisé dans la protection et de la gestion des applications mobiles. Aux communications voix et données déjà entièrement chiffrées et à la protection de ses ports physiques, s'ajoute la sécurité des applications Android commerciales et des applications métier développées par les entreprises clientes (08/04/2014). Le smartphone Hoox a également reçu l'agrément « Diffusion Restreinte » de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI). L'obtention de cet agrément rend possible l'utilisation du smartphone Hoox pour les échanges de données de niveau « Diffusion Restreinte », l'un des niveaux de protection des informations sensibles de l'État (24/06/2014).

En matière de sécurité des systèmes critiques et de guerre électronique, Bull a participé à deux salons majeurs de la sécurité au Moyen-Orient pour présenter des solutions (25/03/2014). Le Groupe a également enrichi sa gamme de produits BEN Marine d'un nouvel instrument de navigation (12/06/2014).

## 2.1.6 MODERNISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

En matière de modernisation des systèmes d'informations, Bull a lancé une offre de Service Assurance pour aider les Directions des Systèmes d'information (DSI) à garantir leur qualité de service en toute sécurité. Avec une organisation dédiée qui repose sur le Service Assurance Center, véritable socle industriel, Bull propose un catalogue de services packagé et modulaire et vise l'excellence opérationnelle pour les DSI (20/04/2014). Bull a également présenté SI Connecté, une solution d'externalisation des systèmes d'information et applications connectés au web, une offre conçue pour aider les organisations à répondre aux besoins grandissants d'expertise sur les systèmes d'information et applications connectés (16/01/2014). Enfin, la mairie de Toulouse s'est dotée d'une solution conçue en collaboration avec Bull pour suivre les tendances instantanées des scrutins. Bull a été sélectionné par la mairie de Toulouse pour concevoir et bâtir une solution décisionnelle adaptée aux enjeux des élections modernes. Cette solution permet de remonter et de diffuser en temps réel les décomptes relevés dans les 249 bureaux de vote de la ville, et de donner ainsi instantanément les tendances des résultats du scrutin (16/06/2014).

## 2.1.7 AUTRES INFORMATIONS

En matière d'Innovation, partie intégrante de son ADN, Bull a récompensé l'innovation « Visual Pro », un système d'information intelligent alliant géolocalisation 3D et réalité augmentée dans le cadre de son concours interne 2013 (communiqué de presse du 31/01/2014).

Enfin, Bull a lancé SUPERCOMPUTOR, une application de calcul mental disponible sur l'App Store et Google Play. Ce jeu de chiffres a vocation à développer les capacités de calcul mental. Le calcul est à l'origine de toutes les innovations numériques et le jeu est un clin d'œil à la réussite du Groupe dans le domaine des supercalculateurs (13/02/2014). Le Groupe a également déployé LA TRIBÛLL, sa communauté d'entreprise, pour ses opérations de recrutement. Initialement lancée en interne, LA TRIBÛLL, a rencontré un franc succès. En la déployant à l'externe, Bull souhaite recruter de nouveaux talents en développant l'échange entre générations et en dynamisant l'esprit d'innovation (15/04/2014).

## 2.1.8 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le 6 juin 2014, l'assemblée générale mixte des actionnaires a réuni un quorum de 57,91 % représentant un total de 70 719 597 actions ayant droit de vote. Cette assemblée générale a approuvé l'ensemble des résolutions figurant à l'ordre du jour.

Au cours de cette assemblée générale, les actionnaires ont notamment approuvé la recommandation du conseil d'administration de renouveler les mandats d'administrateur de Philippe Vassor, d'Alexandra Soto, et de la société Orange, de ratifier la cooptation de Nathalie Broutèle et d'Edouard Guillaud en qualité d'administrateurs et de nommer Jocelyne Attal en qualité de nouvel administrateur.

Henri Conze, non-candidat au renouvellement de son mandat d'administrateur, n'a pas été renouvelé dans ses fonctions. Lors du conseil d'administration du 14 juin 2014, Henri Conze qui avait siégé au conseil depuis 2004 a été nommé Censeur permettant ainsi à la Société de continuer de bénéficier des conseils et de la contribution d'Henri Conze.

Au 30 juin 2014, le conseil d'administration de Bull se compose de 10 membres, dont 3 femmes et 6 administrateurs indépendants :

Nom/Prénom	Qualité	Indépendant	Expiration du mandat
Philippe Vannier	Président du conseil d'administration et directeur général		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 tenue au cours de l'année 2016
Crescendo Industries représenté par Dominique Lesourd	Administrateur		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 tenue au cours de l'année 2016
Orange représenté par Marc Blanchet	Administrateur		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016 tenue au cours de l'année 2017
Marc Hériard Dubreuil	Administrateur		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Jean-François Rambicur	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Alexandra Soto	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016 tenue au cours de l'année 2017
Philippe Vassor	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016 tenue au cours de l'année 2017
Nathalie Broutèle	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 tenue au cours de l'année 2016
Edouard Guillaud	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Jocelyne Attal	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016 tenue au cours de l'année 2017

## 2.2 RÉSULTATS DU GROUPE

### 2.2.1 CHANGEMENTS DE PÉRIMÈTRE

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur le premier semestre 2014.

### 2.2.2 RÉSULTATS AU 30 JUIN 2014

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2013 <sup>(1)</sup>	Variation semestre à semestre
	2014	2013 <sup>(1)</sup>		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>585,4</b>	<b>606,1</b>	<b>1 261,6</b>	<b>- 3,4 %</b>
Marge brute	125,8	121,8	267,1	
% chiffre d'affaires	21,5 %	20,1 %	21,2 %	+ 1,4 pt
Frais de Recherche et Développement nets	(6,3)	(5,7)	(12,2)	
% chiffre d'affaires	1,1 %	0,9 %	1,0 %	
Frais commerciaux et administratifs	(104,8)	(104,1)	(205,7)	
% chiffre d'affaires	17,9 %	17,2 %	16,3 %	
Résultat de change sur flux opérationnels	(0,4)	(0,6)	(1,7)	
<b>EBIT <sup>(1)</sup></b>	<b>14,4</b>	<b>11,4</b>	<b>47,5</b>	<b>+ 3,0</b>
% chiffre d'affaires	2,5 %	1,9 %	3,8 %	+ 0,6 pt
Amortissements des actifs incorporels d'acquisition	(1,1)	(1,3)	(2,7)	
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	(1,7)	0,4	(1,9)	
Coûts de départs transactionnels	(13,0)	(4,1)	(12,0)	
Provision plan « One Bull »	(49,1)	-	-	
Résultat opérationnel	(50,5)	6,4	30,9	
Résultat de change sur flux financiers	0,0	(0,1)	(0,1)	
Frais financiers nets	(4,2)	(5,4)	(6,8)	
Charge d'impôts	(3,8)	(5,4)	(9,7)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées <sup>(1)</sup>	(1,8)	(1,1)	(3,1)	
Part des minoritaires	(0,1)	0,1	(0,3)	
<b>RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE</b>	<b>(60,4)</b>	<b>(5,5)</b>	<b>10,9</b>	<b>- 54,9</b>

(1) À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- Dans le cadre de la présentation du plan « One Bull », une nouvelle organisation opérationnelle a été mise en place entraînant une nouvelle présentation de l'information financière et le transfert de certains coûts entre les rubriques du compte de résultat, principalement des coûts d'avant-vente de frais commerciaux à marge brute.
  - L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part dans les résultats nets des entreprises associées et charges d'amortissement des actifs incorporels d'acquisition.
  - Le reclassement de la quote-part dans les résultats nets des entreprises associées en dessous du résultat opérationnel.
- Les périodes comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement de présentation.

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires du Groupe atteint 585,4 millions d'euros, en diminution de 3,4 % par rapport au chiffre d'affaires de 2013 sur la même période. À périmètre et taux de change constants, cette décroissance est de 3,2 %.

La faiblesse des investissements dans les infrastructures IT classiques a pesé lourdement sur l'activité *Data Infrastructure* alors que l'activité *Data Management*, tirée par le *cloud computing*, est en hausse.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2014 évolue quelque peu par rapport à 2013. La forte baisse du chiffre d'affaires dans le Reste du monde, la quasi-stabilité en Europe et la légère décroissance en France font évoluer les poids relatifs des zones géographiques comme suit :

Répartition géographique du chiffre d'affaires (%)	Premier semestre		
	2014	2013	Année 2013
France	56,0 %	55,2 %	54,6 %
Europe hors France	31,2 %	30,2 %	30,2 %
Reste du monde	12,8 %	14,6 %	15,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

La marge brute du Groupe s'établit à 125,8 millions d'euros au premier semestre 2014, soit 21,5 % du chiffre d'affaires à comparer respectivement à 121,8 millions d'euros et 20,1 % du chiffre d'affaires pour la marge brute du premier semestre 2013.

Les frais nets de Recherche et Développement (R&D) s'établissent à 6,3 millions d'euros, en augmentation de 0,6 million d'euros par rapport au premier semestre 2013. Cette augmentation reflète essentiellement une baisse du Crédit d'impôt recherche. L'effort de recherche du Groupe à 36 millions d'euros s'inscrit néanmoins en légère décroissance au premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013. La R&D du Groupe continue de se concentrer principalement sur les systèmes de calcul intensif, les infrastructures de nouvelle génération pour les centrales numériques, ainsi que les solutions de sécurité avancées.

Les frais commerciaux et administratifs s'élèvent à 104,8 millions d'euros au premier semestre 2014, avec pour conséquence une augmentation de 70 points de base du taux des frais commerciaux et administratifs par rapport au chiffre d'affaires. De plus, corrigées des éléments ponctuels favorables enregistrés en 2013, les dépenses d'exploitation sont en baisse. Enfin, les efforts déployés dans le cadre du plan stratégique « One Bull » ont permis d'amorcer la baisse séquentielle des frais fixes, avec une structure de coût plus favorable en fin de semestre qu'en début d'année.

Après prise en compte du résultat de change sur flux opérationnels, l'EBIT s'établit ainsi à 14,4 millions d'euros, en augmentation de 3,0 millions d'euros par rapport à 2013 bénéficiant ainsi de l'amélioration du taux de marge brute de 140 points de base. En relation au chiffre d'affaires, l'augmentation est de 60 points de base.

Les produits de cession et autres produits et charges opérationnels non courants sont constitués principalement de la dépréciation partielle, pour un montant de 2,0 millions d'euros, de l'écart d'acquisition de la société Serviware acquise en 2007. Cette dépréciation partielle reflète les perspectives actuelles de cette filiale dans le cadre d'un environnement économique défavorable qui se prolonge en France.

Les coûts des départs transactionnels sont en progression par rapport au premier semestre 2013 et s'établissent à 13,0 millions d'euros. Ils prennent en compte, pour un montant de 7,8 millions d'euros, la partie des coûts du plan « One Bull » déjà exécutée. La provision enregistrée dès ce semestre, pour les autres charges du plan « One Bull » représente 49,1 millions d'euros. Le total des charges liées au plan « One Bull », 56,9 millions d'euros, est ainsi conforme à l'estimation communiquée au lancement du plan en janvier 2014.

Les autres pertes et gains de change représentent la part non opérationnelle des opérations de change liées à la position financière du Groupe.

Au premier semestre 2014, les frais financiers nets s'élèvent à 4,2 millions d'euros, dont un coût de 2,6 millions d'euros lié à l'actualisation des engagements de retraite. Ces frais financiers sont en diminution par rapport à 2013 principalement liés à une reprise de provision au Brésil. La charge d'impôt, quant à elle, s'élève à 3,8 millions d'euros, y compris la charge pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en France.

La quote-part dans les résultats nets des entreprises associées est une perte de 1,8 million d'euros. Elle représente principalement la part du Groupe dans les résultats de la société Numergy dont le plan de développement se poursuit.

Le résultat net, part du Groupe, s'établit ainsi à fin juin 2014 en perte à 60,4 millions d'euros. La détérioration par rapport à juin 2013 reflète l'enregistrement sur le semestre des coûts de mise en œuvre du plan « One Bull » 2014-2017.

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou les résultats.

## Résultats par segment

Le 20 janvier 2014, Bull a présenté « One Bull » son plan de développement stratégique pour la période 2014-2017. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, l'organisation « One Bull » a été mise en place au 1<sup>er</sup> mars 2014, entraînant notamment une nouvelle présentation de l'information sectorielle. L'activité du Groupe est ainsi regroupée en deux segments d'activité :

- **Data Infrastructure** rassemble les activités dédiées à la modernisation des infrastructures de stockage et de traitement de la donnée en entreprise. Il regroupe les activités de conception, de déploiement et de maintenance d'infrastructures, de centres de données, de serveurs et d'*appliances* hautes performances ainsi que les supercalculateurs.
- **Data Management** rassemble les activités de service pour l'exploitation de la donnée en entreprise. Il regroupe les activités d'intégration de systèmes applicatifs et de solutions de sécurité ainsi que les services de gestion de cloud privé.

Les prises de commandes représentent la part ferme des contrats signés pendant l'exercice. Dans le cas de contrats qui ont un horizon temporel très long, qui se renouvellent automatiquement, qui n'ont pas d'échéance ou qui sont optionnels, c'est la partie dont le management juge l'exécution la plus probable qui est enregistrée.

Les segments d'activité reconnaissent, au périmètre du Groupe, le chiffre d'affaires externe et la marge brute associée qui correspondent aux offres dont ils ont la responsabilité.

Les dépenses d'exploitation des segments représentent, d'une part, les frais de Recherche et Développement qu'ils engagent pour développer leurs offres et, d'autre part, les frais commerciaux et d'administration qui leur sont propres ou ceux de l'organisation *Sales and Areas* qui leur sont alloués.

La marge contributive du segment correspond donc à la marge brute du segment diminuée de ses dépenses d'exploitation.

Les coûts transverses des structures fonctionnelles du Groupe ne sont pas alloués.

### ■ Premier semestre 2014

(en millions d'euros)	Data Infrastructure	Data Management	Total
<b>Prises de commandes</b>	<b>297,2</b>	<b>383,2</b>	<b>680,3</b>
Évolution 2014/2013	+5,9 %	+8,0 %	+7,1 %
Ratio <i>book to bill</i>	1,13	1,19	1,16
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>262,4</b>	<b>322,9</b>	<b>585,4</b>
Évolution 2014/2013	-10,0 %	+2,7 %	-3,4 %
<b>Marge brute</b>	<b>66,5</b>	<b>59,3</b>	<b>125,8</b>
% chiffre d'affaires	25,4 %	18,4 %	21,5 %
Dépenses d'exploitation	(44,8)	(47,1)	(91,9)
<b>Marge contributive</b>	<b>21,8</b>	<b>12,2</b>	<b>34,0</b>
Coûts transverses			(19,2)
Pertes/Gains de change			(0,4)
<b>EBIT</b>			<b>14,4</b>

### ■ Premier semestre 2013

(en millions d'euros)	Data Infrastructure	Data Management	Total
<b>Prises de commandes</b>	<b>280,7</b>	<b>354,8</b>	<b>635,5</b>
Ratio <i>book to bill</i>	0,96	1,13	1,05
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>291,7</b>	<b>314,4</b>	<b>606,1</b>
<b>Marge brute</b>	<b>69,0</b>	<b>52,8</b>	<b>121,8</b>
% chiffre d'affaires	23,7 %	16,8 %	20,1 %
Dépenses d'exploitation	(46,3)	(46,0)	(92,3)
<b>Marge contributive</b>	<b>22,7</b>	<b>6,8</b>	<b>29,5</b>
Coûts transverses			(17,5)
Pertes/Gains de change			(0,6)
<b>EBIT</b>			<b>11,4</b>

### Data Infrastructure

Les prises de commandes externes de *Data Infrastructure* évoluent favorablement de 5,9 % au premier semestre 2014 par rapport à la même période de 2013 reflétant la croissance des activités supercalculateurs (HPC) et serveurs hautes performances bullion.

Le chiffre d'affaires est, quant à lui, en réduction à 262,4 millions d'euros. La baisse des investissements dans les infrastructures IT classiques, particulièrement en France et en Europe de l'Ouest, explique l'essentiel de cette baisse. De plus, la sélectivité active mise en place sur les offres dilutives identifiées dans le cadre du plan « One Bull », accentue ce phénomène et porte la baisse d'activité à 10 % sur la période. Dans ce contexte peu porteur, la forte croissance d'activité enregistrée sur les supercalculateurs et les serveurs hautes performances bullion est particulièrement remarquable.

Le strict contrôle des coûts sur les projets de construction de centres de données ainsi que le retrait progressif d'offres non-stratégiques et dilutive dans le cadre du plan « One Bull » permettent d'améliorer de 170 points de base le taux de marge brute enregistrée sur le semestre. Cette stratégie, combinée au travail sur la structure de coûts fixes permet non seulement de limiter la baisse de la marge contributive du segment à moins d'un million d'euros mais aussi d'augmenter le taux de marge contributive de 50 points de base pour atteindre 8,3%.

## Data Management

Les prises de commandes de *Data Management* sont en croissance de 8,0 % au premier semestre 2014 par rapport à 2013 et s'établissent à 383,2 millions d'euros. La progression des commandes liées à l'opération de cloud privé ainsi que celles liées à l'intégration de systèmes est à l'origine de cette dynamique positive sur le semestre.

Le chiffre d'affaires s'élève à 322,9 millions d'euros, en croissance de 2,7 %. Les services d'opération de cloud privé affichent une progression à deux chiffres, alors que l'intégration de systèmes et la sécurité enregistrent sur le semestre un léger recul.

Le taux de marge brute progresse sur le semestre de 160 points de base, porté par des progrès dans chacune des trois divisions. Les dépenses d'exploitation sont en augmentation de 1,1 million d'euros et stables en pourcentage du chiffre d'affaires. Ainsi la marge contributive progresse également de 160 points de base, ce qui représente une augmentation de + 5,4 millions d'euros en valeur absolue.

## Situation de trésorerie

### Trésorerie brute

(en millions d'euros)	Au 30 juin		
	2014	2013	Au 31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	172,8	145,0	244,3
Autres placements de trésorerie	10,0	10,0	10,0
Comptes de garantie	30,2	40,0	36,9
<b>TRÉSORERIE BRUTE</b>	<b>213,1</b>	<b>195,0</b>	<b>291,2</b>

La trésorerie disponible « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est constituée principalement de placements en OPCVM monétaires, de certificats de dépôt et de comptes à terme bancaires avec possibilité de sortie à tout moment dans des conditions prévues contractuellement.

Les autres placements de trésorerie sont constitués de comptes à terme bancaires, dont la liquidité est quotidienne, qui ne remplissent pas l'ensemble des critères, notamment de maturité, pour être présentés comme des équivalents de trésorerie.

Les comptes de garantie sont constitués, d'une part des comptes de garantie liés aux programmes de cession de créances, et d'autre part aux dépôts requis par les banques garantissant certaines opérations commerciales ou financières. Ils constituent une part non immédiatement disponible de la trésorerie.

Une partie de la trésorerie a pour origine les cotisations de retraite accumulées dans la filiale Bull GmbH (Allemagne) du Groupe et non externalisées conformément à la législation en vigueur.

### Tableau de financement

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2014	2013 <sup>(1)</sup>	Année 2013 <sup>(1)</sup>
EBIT	14,4	11,4	47,5
Amortissements	9,2	9,8	19,4
Investissements (opérationnels)	(11,0)	(11,9)	(21,1)
Variation du besoin en fonds de roulement	(87,3)	(117,6)	(56,1)
<b>Flux opérationnel</b>	<b>(74,6)</b>	<b>(108,4)</b>	<b>(10,4)</b>
Frais financiers nets payés	(3,4)	(2,4)	(2,7)
Impôts payés	(6,5)	(5,5)	(12,2)
Flux non récurrents	(9,5)	(7,9)	(17,0)
<b>Flux total de trésorerie</b>	<b>(94,0)</b>	<b>(124,2)</b>	<b>(42,2)</b>
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (A)	(78,2)	(128,8)	(32,6)
Augmentation/(diminution) de la dette (B)	15,8	(4,6)	9,6
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A - B)</b>	<b>(94,0)</b>	<b>(124,2)</b>	<b>(42,2)</b>

(1) Retraité des charges d'amortissements des incorporels d'acquisition.  
Ces retraitements n'ont pas d'impact sur la trésorerie.

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a consommé 94,0 millions d'euros de trésorerie nette, l'activité consommant un flux de trésorerie de 74,6 millions d'euros. La consommation de trésorerie, traditionnelle sur cette période de l'année, affiche donc une nette amélioration par rapport à 2013.

Les principaux éléments des flux de trésorerie non récurrents sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2013
	2014	2013	
Départs transactionnels	(12,1)	(7,7)	(11,7)
Montant net des acquisitions et cessions d'entités ou d'activités	2,7	0,1	(5,2)
Autres	(0,1)	(0,3)	(0,1)
<b>TOTAL FLUX NON RÉCURRENTS</b>	<b>(9,5)</b>	<b>(7,9)</b>	<b>(17,0)</b>

La réconciliation entre le flux opérationnel indiqué dans le tableau de financement ci-dessus et le flux généré par l'activité figurant au chapitre 3.2.4, page 28 est indiquée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2013
	2014	2013	
<b>Flux opérationnel</b>	<b>(74,6)</b>	<b>(108,4)</b>	<b>(10,4)</b>
Frais des départs transactionnels	(12,1)	(7,7)	(11,7)
Investissements opérationnels	11,0	11,9	21,1
Variations compte de garantie	6,7	41,9	45,0
Impôts	(6,5)	(5,5)	(12,2)
Autres ajustements	1,3	(0,2)	(1,7)
<b>FLUX GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>(74,2)</b>	<b>(68,0)</b>	<b>30,3</b>

### Trésorerie nette

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre 2013
	2014	2013	
<b>Trésorerie brute</b>	<b>213,1</b>	<b>195,0</b>	<b>291,2</b>
Financement de créances commerciales	(2,1)	(3,5)	(2,3)
Financement de créances locatives	(1,0)	(4,2)	(2,6)
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	(39,6)	(18,0)	(39,2)
Emprunts auprès d'établissements de crédit, location financement	(50,5)	(34,2)	(30,3)
Emprunts obligataires	(1,2)	(1,2)	(1,2)
Instruments dérivés passifs	(0,9)	(1,4)	(1,8)
Option de vente au bénéfice de minoritaires	(0,5)	(0,5)	(0,5)
Clause d'ajustement de prix	(0,8)	(1,4)	(1,2)
Autres dettes financières	(0,5)	(2,2)	(2,1)
<b>Dettes financières totales au bilan</b>	<b>(97,1)</b>	<b>(66,7)</b>	<b>(81,2)</b>
Autres *	2,6	2,3	2,6
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>118,6</b>	<b>130,6</b>	<b>212,6</b>

\* Correspondent principalement aux effets sans impact sur la trésorerie, de l'actualisation du financement des créances du Crédit d'impôt recherche et des clauses d'ajustement de prix (représentant 2,6 millions d'euros). En application de la norme IAS 32, les clauses d'ajustement de prix se définissent comme des passifs financiers.

Dans le cadre de l'accompagnement du nouveau plan stratégique « One Bull », de l'amélioration de la flexibilité financière et de la liquidité du Groupe, Bull a mis en place en mars 2014 un nouveau crédit syndiqué (Revolving Credit Facility) d'un montant de 100 millions d'euros et d'une maturité de 5 ans auprès d'établissements financiers français et internationaux. Ce crédit, utilisé à hauteur de 40 millions d'euros au 30 juin 2014, remplace le crédit syndiqué de 50 millions d'euros de janvier 2011.

Le solde de la dette est constitué très majoritairement par le financement de créances pour lesquelles il a été considéré que le Groupe gardait une part du risque, ne permettant pas la décomptabilisation selon les critères de l'IAS 39. Il s'agit de cessions de créances commerciales avec recours à hauteur de 2,1 millions d'euros, de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location de matériels à hauteur de 1,0 million d'euros, et de la mobilisation de créances de Crédit d'impôt recherche à hauteur de 39,6 millions d'euros. Le total de la dette correspondant à ces cessions de créances s'élève à 42,7 millions d'euros.

Le détail de ces engagements (répartition, conditions, maturité) figure dans la note 28 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du Groupe, page 51.

La trésorerie nette s'élève à 118,6 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une créance mobilisable cumulée de Crédit d'impôt recherche de 43,1 millions d'euros, au titre des exercices 2011 et 2013. La valeur actualisée de cette créance au 30 juin 2014 représente un montant de 42,5 millions d'euros.

### Événements postérieurs à la clôture

Le 15 juillet 2014, Bull a annoncé la cession effective de toutes les parts (80 % du capital) que le Groupe détenait dans sa filiale en Égypte, VAS Integrated Solutions LLS (VIS) à la société Giza Systems. À fin 2013, cette filiale comptait environ 40 salariés et réalisait un chiffre d'affaires d'environ 200 millions de livres égyptiennes (soit un chiffre d'affaires d'environ 22 millions d'euros). Cette opération a dégagé un résultat positif de cession non significatif.

### Perspectives

Le groupe Bull a présenté en janvier 2014 le plan « One Bull » qui vise à positionner Bull comme l'opérateur de confiance de la donnée en entreprise et à doubler la marge d'EBIT pour atteindre 7 % d'ici à 2017.

## 2.3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis l'arrêté des comptes semestriels.



# COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE BULL



3

<b>3.1</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE</b>	<b>24</b>
<b>3.2</b>	<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES</b>	<b>25</b>
3.2.1	Compte de résultat consolidé	25
3.2.2	Bilan consolidé	26
3.2.3	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	27
3.2.4	Tableau de flux de trésorerie	28
3.2.5	Notes annexes aux comptes semestriels consolidés résumés	29

## 3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bull, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note précisée sous le compte de résultat consolidé qui expose les changements de présentation du compte de résultat consolidé et la note 5 « Autres produits et charges opérationnels » de l'annexe qui expose l'ensemble des coûts liés à la mise en place du plan « One Bull ».

### II. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton International**

Victor Amselem

**Deloitte & Associés**

Bénédicte Sabadie

## 3.2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

### 3.2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013 <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'affaires</b>	(4)	<b>585,4</b>	<b>606,1</b>
Coûts des produits et services vendus		(459,5)	(484,3)
<b>Marge brute</b>		<b>125,8</b>	<b>121,8</b>
Frais de Recherche et Développement		(6,3)	(5,7)
Frais commerciaux		(64,5)	(66,0)
Frais administratifs		(40,2)	(38,1)
Résultat de change sur flux opérationnels		(0,4)	(0,6)
<b>Marge opérationnelle (EBIT) <sup>(1)</sup></b>		<b>14,4</b>	<b>11,4</b>
Amortissements des actifs incorporels d'acquisition		(1,1)	(1,3)
Autres produits opérationnels	(5)	0,5	1,4
Autres charges opérationnelles	(5)	(64,3)	(5,1)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(50,5)</b>	<b>6,4</b>
Résultat de change sur flux financiers		-	(0,1)
Charges de financement		(4,5)	(6,1)
Produits de financement		0,3	0,7
<b>Résultat financier</b>	(7)	<b>(4,2)</b>	<b>(5,5)</b>
Charge d'impôts	(8)	(3,8)	(5,4)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées <sup>(1)</sup>	(6)	(1,8)	(1,1)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>(60,3)</b>	<b>(5,6)</b>
<b>Dont :</b>			
■ part du Groupe		(60,4)	(5,5)
■ part des minoritaires		0,1	(0,1)
Résultat de base par action	(9)	(0,50)	(0,05)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		121 852 948	120 715 780
Résultat dilué par action	(9)	(0,50)	(0,05)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		122 929 920	121 052 785

(1) À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- Dans le cadre de la présentation du plan « One Bull », une nouvelle organisation opérationnelle a été mise en place entraînant une nouvelle présentation de l'information financière et le transfert de certains coûts entre les rubriques du compte de résultat, principalement des coûts d'avant-vente de frais commerciaux à marge brute.

- La marge opérationnelle (EBIT) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part dans les résultats nets des entreprises associées et charges d'amortissement des actifs incorporels d'acquisition.

- Le reclassement de la quote-part dans les résultats nets des entreprises associées en dessous du résultat opérationnel.

Les périodes comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement de présentation.

### RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>Résultat net</b>	<b>(60,3)</b>	<b>(5,6)</b>
<b>Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>(11,3)</b>	<b>(1,1)</b>
■ dont autres éléments non recyclables du résultat global	(11,7)	-
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	(11,7)	-
■ dont autres éléments recyclables du résultat global	0,4	(1,1)
Écarts de conversion	(0,1)	(1,4)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	0,5
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	0,5	(0,2)
<b>Résultat global consolidé</b>	<b>(71,6)</b>	<b>(6,7)</b>
<b>Dont :</b>		
■ part du Groupe	(71,7)	(6,7)
■ part des minoritaires	0,1	-

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

## 3.2.2 BILAN CONSOLIDÉ

## ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations incorporelles	(10)	8,0	8,7
Immobilisations corporelles	(11)	63,8	62,1
Écarts d'acquisition	(12)	105,9	108,0
Actifs financiers non courants	(13)/(21)	31,4	33,3
Impôts différés – actif	(8)	16,2	16,1
<b>Total actifs non courants</b>		<b>225,4</b>	<b>228,2</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks et encours	(14)	67,4	65,6
Créances clients	(15)	132,2	120,3
Autres actifs courants	(16)	206,0	180,8
Placements en garantie		6,9	6,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(17)	172,8	244,3
<b>Total actifs courants</b>		<b>585,2</b>	<b>617,2</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>810,6</b>	<b>845,3</b>

## PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013
<b>Capitaux propres</b>			
Capital	(18)	12,2	12,2
Réserves	(19)	58,8	128,2
<b>Capitaux propres</b>		<b>71,0</b>	<b>140,3</b>
<b>Dont :</b>			
■ part du Groupe		70,1	139,4
■ intérêts minoritaires	(20)	0,9	0,9
Emprunts et passifs financiers non courants	(21)	28,4	42,3
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi non courantes		176,1	166,5
Autres provisions non courantes	(22)	13,1	15,8
Impôts différés – passif	(8)	2,0	2,3
<b>Total passifs non courants hors capitaux propres</b>		<b>219,5</b>	<b>226,8</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes fournisseurs		176,6	219,3
Clients : avances et acomptes reçus		31,8	21,0
Impôts à payer sur les bénéfices		2,0	3,6
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi courantes		10,3	10,4
Autres provisions courantes	(23)	68,7	23,8
Autres passifs courants	(23)	162,1	161,2
Emprunts et passifs financiers courants	(21)	68,7	38,9
<b>Total passifs courants</b>		<b>520,1</b>	<b>478,2</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>810,6</b>	<b>845,3</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

### 3.2.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2013 <i>(en millions d'euros)</i>	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversion	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous- total	Minoritaires	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>12,1</b>	<b>356,4</b>	<b>(6,9)</b>	<b>2,3</b>	<b>(231,3)</b>	<b>132,6</b>	<b>0,7</b>	<b>133,3</b>
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves de conversion	-	-	(1,4)	-	-	(1,4)	-	(1,4)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	-	(0,2)
<b>Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1,4)</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>(1,1)</b>	<b>-</b>	<b>(1,1)</b>
Résultat net de la période	-	-	-	-	(5,5)	(5,5)	(0,1)	(5,6)
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1,4)</b>	<b>0,3</b>	<b>(5,5)</b>	<b>(6,6)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(6,7)</b>
Augmentation de capital	-	0,8	-	-	-	0,8	-	0,8
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	(0,4)	-	-	-	(0,4)	-	(0,4)
Paiement sous forme d'actions	-	0,4	-	-	-	0,4	-	0,4
<b>Solde au 30 juin 2013</b>	<b>12,1</b>	<b>357,2</b>	<b>(8,3)</b>	<b>2,6</b>	<b>(236,8)</b>	<b>126,8</b>	<b>0,6</b>	<b>127,4</b>
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	-	-	-	(1,8)	(1,8)	-	(1,8)
Réserves de conversion	-	-	(0,8)	-	-	(0,8)	-	(0,8)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(2,9)	-	(2,9)	-	(2,9)
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	(0,6)	-	(0,6)	-	(0,6)
<b>Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(3,5)</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(6,1)</b>	<b>-</b>	<b>(6,1)</b>
Résultat net de la période	-	-	-	-	16,4	16,4	0,3	16,7
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(3,5)</b>	<b>14,6</b>	<b>10,3</b>	<b>0,3</b>	<b>10,6</b>
Augmentation de capital	0,1	0,9	-	-	-	1,0	-	1,0
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	0,5	-	-	-	0,5	-	0,5
Paiement sous forme d'actions	-	0,9	-	-	-	0,9	-	0,9
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013</b>	<b>12,2</b>	<b>359,5</b>	<b>(9,1)</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(222,2)</b>	<b>139,4</b>	<b>0,9</b>	<b>140,3</b>

2014 <i>(en millions d'euros)</i>	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversion	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous- total	Minoritaires	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>12,2</b>	<b>359,5</b>	<b>(9,1)</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(222,2)</b>	<b>139,4</b>	<b>0,9</b>	<b>140,3</b>
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	-	-	-	(11,7)	(11,7)	-	(11,7)
Réserves de conversion	-	-	(0,1)	-	-	(0,1)	-	(0,1)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5
<b>Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,5</b>	<b>(11,7)</b>	<b>(11,3)</b>	<b>-</b>	<b>(11,3)</b>
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	(60,4)	(60,4)	0,1	(60,3)
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,5</b>	<b>(72,1)</b>	<b>(71,7)</b>	<b>0,1</b>	<b>(71,6)</b>
Augmentation de capital	0,1	1,9	-	-	-	2,0	-	2,0
Dividendes et acomptes versés	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	(0,2)	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)
Paiement sous forme d'actions	-	0,6	-	-	-	0,6	-	0,6
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2014</b>	<b>12,2</b>	<b>361,8</b>	<b>(9,2)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>(294,4)</b>	<b>70,1</b>	<b>0,9</b>	<b>71,0</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

## 3.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN DÉBUT D'EXERCICE</b>		<b>244,3</b>	<b>231,8</b>
Résultat net, part du Groupe		(60,4)	(5,5)
Intérêts minoritaires		0,1	(0,1)
<b>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>			
■ Amortissements	(10)/(11)	10,3	11,1
■ Provisions pour perte de valeur sur actifs		(5,0)	1,2
■ Dépréciation des écarts d'acquisition	(12)	2,0	-
■ Provisions		51,0	(1,9)
■ Coûts et produits de financement		3,7	2,5
■ Impôts différés	(8)	(0,4)	(0,4)
■ Charge d'impôts courants	(8)	4,9	1,1
■ Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés		(6,2)	(4,6)
■ Encaissement au titre du Crédit d'impôt recherche		-	-
■ Actualisation des créances et des dettes		1,1	2,9
■ Charge de rémunération sous forme d'actions	(19)	0,6	0,4
■ (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations		0,2	(0,1)
■ Quote-part des résultats des entreprises associées nette de dividendes	(6)/(13)	1,8	1,1
■ (Augmentation)/Diminution des placements en garantie		(0,5)	(0,3)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>			
■ Clients et avances clients		(8,6)	(14,0)
■ Autres actifs courants		(18,8)	16,0
■ Stocks et encours		2,2	(11,8)
■ Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs		(26,6)	(23,5)
■ Autres passifs courants		(25,7)	(42,3)
<b>Flux de trésorerie générés/(requis) par l'activité</b>		<b>(74,2)</b>	<b>(68,0)</b>
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles et incorporelles	(10)/(11)	(11,0)	(11,9)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	(10)/(11)	0,1	-
Variation nette des autres actifs financiers	(13)	-	-
Incidence des variations de périmètre	(13)	-	-
<b>Flux de trésorerie générés/(requis) par les investissements</b>		<b>(10,9)</b>	<b>(11,9)</b>
Augmentation de capital	(19)	2,0	0,8
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(0,2)	-
Actions autodétenues	(19)	(0,2)	(0,4)
Variation nette des dettes à long et moyen terme		(12,5)	(0,2)
Variation nette des emprunts à court terme		28,4	(4,1)
Coûts et produits de financement *		(3,7)	(2,5)
<b>Flux de trésorerie générés/(requis) par les financements</b>		<b>13,7</b>	<b>(6,5)</b>
Effets des variations de taux de change		(0,1)	(0,5)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE</b>		<b>172,8</b>	<b>145,0</b>
* Dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts		(3,6)	(1,8)

Les flux de chaque rubrique de transactions en devises sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reportée dans la ligne « Effet des variations de taux de change » qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

### 3.2.5 NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

NOTE 1	ORGANISATION	30
NOTE 2	RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES	30
NOTE 3	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	31
NOTE 4	INFORMATION SECTORIELLE	31
NOTE 5	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	33
NOTE 6	RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	33
NOTE 7	RÉSULTAT FINANCIER	34
NOTE 8	CHARGE D'IMPÔTS	34
NOTE 9	RÉSULTAT PAR ACTION	35
NOTE 10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36
NOTE 11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36
NOTE 12	ÉCARTS D'ACQUISITION	37
NOTE 13	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	37
NOTE 14	STOCKS ET ENCOURS	38
NOTE 15	CRÉANCES CLIENTS	38
NOTE 16	AUTRES ACTIFS COURANTS	41
NOTE 17	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	41
NOTE 18	CAPITAL	41
NOTE 19	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	41
NOTE 20	INTÉRÊTS MINORITAIRES	42
NOTE 21	EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS	42
NOTE 22	AUTRES PROVISIONS NON COURANTES	44
NOTE 23	AUTRES PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS	45
NOTE 24	INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	45
NOTE 25	CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS	49
NOTE 26	PLAN D'OPTIONS, PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS	49
NOTE 27	TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)	50
NOTE 28	ENGAGEMENTS HORS BILAN	51
NOTE 29	LITIGES	52
NOTE 30	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	53

## NOTE 1 ORGANISATION

Les comptes semestriels consolidés résumés du groupe Bull comprennent les comptes de Bull et de ses filiales.

Le groupe Bull (ou Groupe ou Bull) désigne la Société Bull, société mère (Bull société anonyme, société cotée du groupe Bull), et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Sur la base des informations disponibles au 30 juin 2014, le capital de Bull est détenu à hauteur de 19,8 % par Crescendo Industries, de 8,0 % par Orange, de 4,4 % par Pothar Investments SA, de 0,3 % par Andromède, de 0,1 % par Bull en autocontrôle et de 67,4 % par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme dont le siège social se situe en France, rue Jean-Jaurès – 78340 Les Clayes-sous-Bois. Cette société est cotée en Bourse sur NYSE – Euronext Paris. Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 28 juillet 2014.

## NOTE 2 RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES

### PRINCIPES COMPTABLES

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 sont préparés conformément à la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2013.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception des changements de méthodes comptables relatifs à l'application des nouvelles normes et amendements de normes entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et listés ci-après :

- amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 – Entités d'investissement ;
- amendements à IFRS 10, 11, 12 – Dispositions transitoires ;
- amendements à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- amendements à IAS 36 – Informations à fournir – Valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- amendements à IAS 39 – Novation des dérivés et maintien de la relation de couverture ;
- IFRS 10 – États financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Partenariats ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ;
- IAS 27R – États financiers individuels ;
- IAS 28R – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

L'application de ces textes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et autres amendements de normes et interprétations non encore approuvés par l'Union européenne, notamment :

- améliorations annuelles 2013 des IFRS (cycle 2010-2012 et 2011-2013) ;
- amendements à IAS 19 – Contribution des membres du personnel ;
- amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables ;
- IFRS 14 – Comptes de reports réglementaires (activités régulées) ;
- amendements à IFRS 11 – Acquisition d'une participation dans une activité conjointe ;
- IFRIC 21 – Droits ou taxes ;
- IFRS 9 – Instruments financiers.

Le groupe Bull n'anticipe pas à ce stade d'impacts significatifs qu'auraient ces textes sur les comptes consolidés lorsqu'ils seront appliqués.

## RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes consolidés. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux factures à émettre, aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et encours, aux participations non consolidées, à la valeur comptable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs, aux restructurations, aux engagements de retraite, aux compléments de prix, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels soient susceptibles de différer de ces estimations et d'avoir une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

## SAISONNALITÉ

La saisonnalité observée sur les dernières années se poursuit ; le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. À l'intérieur de chaque semestre, l'activité du dernier mois est plus soutenue que les cinq précédents. Les charges opérationnelles sont en général uniformément réparties sur l'année. En revanche, le flux de trésorerie opérationnelle affiche chaque année de fortes variations d'un semestre sur l'autre.

## NOTE 3 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur le premier semestre 2014.

## NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Le 20 janvier 2014, Bull a présenté «One Bull» son plan de développement stratégique pour la période 2014-2017. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, l'organisation « One Bull » a été mise en place au 1<sup>er</sup> mars 2014, entraînant notamment une nouvelle présentation de l'information sectorielle. L'activité du Groupe est ainsi regroupée en deux segments d'activité :

- *Data Infrastructure* rassemble les activités dédiées à la modernisation des infrastructures de stockage et de traitement de la donnée en entreprise. Il regroupe les activités de conception, de déploiement et de maintenance d'infrastructures, de centres de données, de serveurs et d'appliances hautes performances ainsi que les supercalculateurs ;
- *Data Management* rassemble les activités de service pour l'exploitation de la donnée en entreprise. Il regroupe les activités d'intégration de systèmes applicatifs et de solutions de sécurité ainsi que les services de gestion de cloud privé.

Les prises de commandes représentent la part ferme des contrats signés pendant l'exercice. Dans le cas de contrats qui ont un horizon temporel très long, qui se renouvellent automatiquement, qui n'ont pas d'échéance ou qui sont optionnels, c'est la partie dont le management juge l'exécution la plus probable qui est enregistrée.

Les segments d'activité reconnaissent, au périmètre du Groupe, le chiffre d'affaires externe et la marge brute associée qui correspondent aux offres dont ils ont la responsabilité.

Les dépenses d'exploitation des segments représentent, d'une part, les frais de Recherche et Développement qu'ils engagent pour développer leurs offres et, d'autre part, les frais commerciaux et d'administration qui leur sont propres ou ceux de l'organisation *Sales and Areas* qui leur sont alloués.

La marge contributive du segment correspond donc à la marge brute du segment diminuée de ses dépenses d'exploitation.

Les coûts transverses des structures fonctionnelles du Groupe ne sont pas alloués.

## RÉSULTATS PAR SEGMENT

## ■ Premier semestre 2014

(en millions d'euros)	Data Infrastructure	Data Management	Total
<b>Prises de commandes</b>	<b>297,2</b>	<b>383,2</b>	<b>680,3</b>
<i>Evolution 2014/2013</i>	+5,9 %	+8,0 %	+7,1 %
<i>Ratio book to bill</i>	1,13	1,19	1,16
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>262,4</b>	<b>322,9</b>	<b>585,4</b>
<i>Evolution 2014/2013</i>	-10,0%	+2,7%	-3,4 %
<b>Marge brute</b>	<b>66,5</b>	<b>59,3</b>	<b>125,8</b>
<i>% chiffre d'affaires</i>	25,4 %	18,4 %	21,5 %
Dépenses d'exploitation	(44,8)	(47,1)	(91,9)
<b>Marge Contributive</b>	<b>21,8</b>	<b>12,2</b>	<b>34,0</b>
Coûts transverses			(19,2)
Pertes / Gains de change			(0,4)
<b>Marge opérationnelle (EBIT)</b>			<b>14,4</b>

## ■ Premier semestre 2013

(en millions d'euros)	Data Infrastructure	Data Management	Total
<b>Prises de commandes</b>	<b>280,7</b>	<b>354,8</b>	<b>635,5</b>
<i>Ratio book to bill</i>	0,96	1,13	1,05
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>291,7</b>	<b>314,4</b>	<b>606,1</b>
<b>Marge brute</b>	<b>69,0</b>	<b>52,8</b>	<b>121,8</b>
<i>% chiffre d'affaires</i>	23,7 %	16,8 %	20,1 %
Dépenses d'exploitation	(46,3)	(46,0)	(92,3)
<b>Marge Contributive</b>	<b>22,7</b>	<b>6,8</b>	<b>29,5</b>
Coûts transverses			(17,5)
Pertes/Gains de change			(0,6)
<b>Marge opérationnelle (EBIT)</b>			<b>11,4</b>

## EFFECTIFS PAR SEGMENT

30 juin 2014

Data Infrastructure	1 537
Data Management	5 806
Autres	1 764
<b>TOTAL</b>	<b>9 107</b>

Dans le cadre de la nouvelle organisation « One Bull », une nouvelle présentation des effectifs par segment a été mise en place. Le nombre total de salariés était de 9 236 au 31 décembre 2013 et de 9 251 au 30 juin 2013.

## NOTE 5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2014	2013
Gains/(pertes) nets sur cessions d'actifs	-	0,1
Dépréciation des écarts d'acquisition	(2,0)	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-
Coûts de restructuration nets	(62,1)	(4,1)
Divers	0,3	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>(63,8)</b>	<b>(3,7)</b>

La dépréciation des écarts d'acquisition est relative à la société Serviware pour un montant de 2,0 millions d'euros.

Les coûts de restructuration engagés en France et dans les filiales étrangères ressortent à 62,1 millions d'euros.

Ils comprennent à hauteur de 56,9 millions d'euros, les charges liées à la mise en place et au déploiement en cours et à venir au niveau du Groupe, du plan stratégique « One Bull ». Ce montant est constitué de 7,8 millions d'euros de charges de restructuration « One Bull » constatées sur le premier semestre 2014 et de 49,1 millions d'euros au titre d'une provision correspondant aux autres charges du plan « One Bull ».

## NOTE 6 RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part des résultats des entreprises associées est une perte de 1,8 million d'euros essentiellement imputable à la société Numergy à hauteur de 2,0 millions d'euros.

Détail de la part dans le résultat des entreprises associées :

<b>30 juin 2014</b> <i>(en millions d'euros)</i>	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées
SERES	34,00	0,2
Numergy	20,00	(2,0)
<b>TOTAL</b>		<b>(1,8)</b>

<b>30 juin 2013</b> <i>(en millions d'euros)</i>	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées
SERES	34,00	0,5
Numergy	20,00	(1,6)
<b>TOTAL</b>		<b>(1,1)</b>

**NOTE 7** RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2014	2013
Produits financiers opérationnels	0,3	0,7
Charges financières opérationnelles	(4,0)	(3,2)
<b>Résultat financier opérationnel</b>	<b>(3,7)</b>	<b>(2,5)</b>
Résultat de change sur flux financiers	-	(0,1)
Actualisation de la mobilisation et des créances de Crédit d'impôt recherche	0,5	0,2
Actualisation des passifs courants et non courants	(1,0)	(3,1)
<b>RÉSULTAT FINANCIER TOTAL</b>	<b>(4,2)</b>	<b>(5,5)</b>

Les produits financiers opérationnels correspondent aux intérêts perçus sur les placements de trésorerie. Les charges financières opérationnelles correspondent aux intérêts payés sur emprunts, aux commissions et aux frais bancaires et d'affacturage.

Le résultat de change sur flux financiers correspond aux écarts de change réalisés et non réalisés des sociétés holding Bull et Bull International S.A.S résultant des comptes-courants qui les lient à d'autres sociétés du Groupe.

L'actualisation des passifs courants et non courants intègre un coût de 2,6 millions d'euros lié à l'actualisation des engagements de retraite compensé par une reprise de provision au Brésil pour un montant de 1,6 million d'euros.

**NOTE 8** CHARGE D'IMPÔTS

Le groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2014	2013
Impôts sur les bénéfices	(4,2)	(5,8)
Impôts différés	0,4	0,4
<b>CHARGE D'IMPÔTS</b>	<b>(3,8)</b>	<b>(5,4)</b>

Les sociétés françaises sont intégrées fiscalement à l'exception de la société Evidian.

Les impôts sur les bénéfices s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2014	2013
Impôts exigibles	(0,6)	(2,0)
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(3,6)	(3,8)
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>(4,2)</b>	<b>(5,8)</b>

**VÉRIFICATIONS FISCALES**

Bull a été amené, dans certains pays, à prendre des positions fiscales, qui ont donné lieu, par la suite, à des contestations de la part de vérificateurs fiscaux locaux. Les positions qui, après consultation et recommandation d'experts locaux, présentent un risque avéré selon IAS 37 font l'objet de provisions pour risques. Celles qui sont considérées comme des risques éloignés ne font pas l'objet de provisions pour risques mais demeurent sous surveillance.

Au cours du premier semestre, des contrôles fiscaux ont été initiés par l'Administration Fiscale principalement en France et en Espagne.

## IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Impôts différés – actif	16,2	16,1
Impôts différés – passif	(2,0)	(2,3)
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS – NET</b>	<b>14,2</b>	<b>13,8</b>

Les impôts différés – actif sont déterminés d'une part à partir des consommations des différences temporaires et des déficits reportables, et d'autre part des résultats prévisionnels annuels sur trois exercices tels qu'ils ressortent du dernier plan stratégique.

La variation des impôts différés – passif est principalement liée à l'amortissement et la dépréciation d'immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'acquisition du groupe Amesys.

Les principales composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2013
<b>TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS POTENTIELS – ACTIFS LIÉS AUX REPORTS DÉFICITAIRES</b>	<b>712,0</b>
Impôts différés – actif reconnus	16,1
Impôts différés – passif reconnus	(2,3)

## DÉFICITS REPORTABLES

Au 31 décembre 2013, le groupe Bull disposait, sur la base des déclarations fiscales effectuées au premier semestre 2014, en cumul, de reports déficitaires fiscaux évalués à 2 003,3 millions d'euros majoritairement en France. Ces reports déficitaires sont à concurrence de 1 950,1 millions d'euros reportables indéfiniment, le solde étant soumis à prescription comme suit : 0,6 million d'euros en 2015, 0,7 million d'euros en 2016 et 51,9 millions d'euros au-delà de 2016.

## NOTE 9 RÉSULTAT PAR ACTION

(en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2014	2013
Résultat net, part du Groupe	(60,4)	(5,5)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	121 852 948	120 715 780
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	<b>(0,50)</b>	<b>(0,05)</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période	122 929 920	121 052 785
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>(0,50)</b>	<b>(0,05)</b>

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice en excluant du nombre les actions autodétenues.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe, par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période, qui correspond au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives excluant du nombre les actions autodétenues. Les actions ordinaires potentielles dilutives sont calculées en utilisant la méthode du rachat d'actions et comprennent notamment les stock-options « dans la monnaie », les attributions gratuites d'actions dont la période d'acquisition des droits est en cours et les obligations convertibles en actions émises par le Groupe.

**NOTE 10** IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Frais de développement capitalisés	Relations commerciales	Technologies	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>3,5</b>	<b>12,3</b>	<b>20,7</b>	<b>36,5</b>
Acquisitions	-	-	0,9	0,9
Cessions, reprises, transferts	-	(2,9)	-	(2,9)
Écarts de change	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
<b>Valeur brute au 30 juin 2014</b>	<b>3,5</b>	<b>9,3</b>	<b>21,6</b>	<b>34,4</b>
<b>Amortissements cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(8,7)</b>	<b>(15,7)</b>	<b>(27,8)</b>
Dotations	-	(0,6)	(1,0)	(1,6)
Cessions, reprises, transferts	-	2,9	-	2,9
Écarts de change	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés au 30 juin 2014</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(6,3)</b>	<b>(16,7)</b>	<b>(26,4)</b>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>0,1</b>	<b>3,6</b>	<b>5,0</b>	<b>8,7</b>
<b>VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2014</b>	<b>0,1</b>	<b>3,0</b>	<b>4,9</b>	<b>8,0</b>

**NOTE 11** IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel de location	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>3,2</b>	<b>120,9</b>	<b>125,4</b>	<b>1,6</b>	<b>251,1</b>
Acquisitions	-	2,7	7,4	-	10,1
Cessions, reprises, transferts	-	(0,5)	(4,3)	-	(4,8)
Écarts de change	-	0,1	1,8	-	1,9
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Valeur brute au 30 juin 2014</b>	<b>3,2</b>	<b>123,3</b>	<b>130,2</b>	<b>1,6</b>	<b>258,3</b>
<b>Amortissements cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>-</b>	<b>(87,7)</b>	<b>(100,1)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(189,0)</b>
Dotations	-	(2,4)	(6,3)	(0,1)	(8,8)
Cessions, reprises, transferts	-	0,4	4,3	-	4,7
Écarts de change	-	(0,1)	(1,2)	-	(1,4)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés au 30 juin 2014</b>	<b>-</b>	<b>(89,7)</b>	<b>(103,3)</b>	<b>(1,4)</b>	<b>194,5</b>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>3,2</b>	<b>33,2</b>	<b>25,3</b>	<b>0,4</b>	<b>62,1</b>
<b>VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2014</b>	<b>3,2</b>	<b>33,5</b>	<b>26,9</b>	<b>0,3</b>	<b>63,8</b>

## NOTE 12 ÉCARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2014	Acquisitions/ dépréciations	Autres mouvements	Valeur au 30/06/2014
Valeur brute	154,2	-	(0,1)	154,1
Perte de valeur	(46,2)	(2,0)	-	(48,2)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>108,0</b>	<b>(2,0)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>105,9</b>

Les écarts d'acquisition par entité s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Bull HN Information Systems Inc. (États-Unis)	1,0	1,0
Réseau international	6,1	6,1
Bull SAS (France)	1,4	1,4
AMG.net (Pologne)	7,1	7,1
Agarik (France)	5,4	5,4
Serviware (France)	1,5	3,5
CSB (Luxembourg)	3,7	3,7
Sirus (France)	1,8	1,8
science+computing (Allemagne)	14,7	14,7
Groupe Amesys	54,4	54,4
VAS Integrated Solutions (Égypte)	2,0	2,1
JADE (Pologne)	2,3	2,3
FastConnect (France)	4,5	4,5
<b>TOTAL</b>	<b>105,9</b>	<b>108,0</b>

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs (en cours d'année, principalement en cas de déviation significative par rapport au budget), pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Les acquisitions récentes constituent chacune une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle les écarts d'acquisition sont alloués.

Au 30 juin 2014, les tests ponctuels menés sur les écarts d'acquisition et sur la base des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2013 ont donné lieu à la constatation d'une perte de valeur sur l'entité Serviware pour un montant de 2,0 millions d'euros.

## NOTE 13 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Valeur nette au 01/01/2014	Acquisitions	Cessions	Ajustements de valeur	Autres mouvements	Valeur nette au 30/06/2014
Actifs financiers disponibles à la vente	0,5	-	-	-	-	0,5
Prêts et avances	20,9	-	-	-	-	20,9
Participations dans les entreprises associées	9,5	-	-	(1,8)	-	7,7
Autres actifs financiers	2,4	-	-	(0,1)	-	2,3
<b>TOTAL</b>	<b>33,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1,9)</b>	<b>-</b>	<b>31,4</b>

**Actifs financiers disponibles à la vente** : ils comprennent pour l'essentiel les titres Safelayer (15 %) valorisés pour 0,5 million d'euros.

**Prêts et avances** : le solde de 20,9 millions d'euros au 30 juin 2014 est composé de 10 millions d'euros au titre de placements sur des comptes à terme bancaires dont les caractéristiques ne permettent pas le classement en équivalent de trésorerie et de 10,9 millions d'euros qui correspondent principalement à des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

**Participations dans les entreprises associées :** au 30 juin 2014, ce poste comprend les participations dans les sociétés françaises SERES et Numergy. Bull a souscrit au capital de Numergy à hauteur de 45 millions d'euros, dont 11,3 millions d'euros ont été libérés le 31 août 2012 et constatés en actifs financiers non courants. Le solde correspondant sera libéré en fonction des besoins de financement de Numergy après approbation de son conseil de surveillance.

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée « Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées ».

## NOTE 14 STOCKS ET ENCOURS

(en millions d'euros)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Produits finis et travaux en cours	50,2	48,4
Produits en cours, matières premières et fournitures	28,5	31,3
Pièces de rechange	16,6	16,8
Provisions pour dépréciation des :		
■ produits finis	(4,3)	(3,9)
■ produits en cours, matières premières et fournitures	(10,4)	(12,9)
■ pièces de rechange	(13,2)	(14,0)
<b>TOTAL</b>	<b>67,4</b>	<b>65,6</b>

## NOTE 15 CRÉANCES CLIENTS

### CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sont comptabilisés selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Dans le cas où il s'agit de contrats non résiliables, les créances de loyers sont, soit comptabilisées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû, soit décomptabilisées, en fonction de l'analyse du transfert des risques et avantages.

### CONTRATS DE CONSTRUCTION (IAS 11)

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (*milestones*), qui atteste de l'avancement d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français de construction se présente comme suit :

(en millions d'euros)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Montant des produits des contrats comptabilisés	101,2	128,8
Pour les contrats en cours à la fin de la période :		
■ montant total des coûts encourus et des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées)	203,2	162,3
■ montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	30,9	7,8
■ montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat	(3,4)	(4,2)
■ avances reçues	5,0	5,1

## CESSION DE CRÉANCES CLIENTS

Le Groupe procède à deux types de cession de créances : cession de créances commerciales dans le cadre de contrats d'affacturage d'une part, cession de créances locatives dans le cadre de contrats de refinancement avec des établissements de crédit d'autre part. Dans le premier cas, il s'agit de créances clients unitaires avec une échéance à court terme ; dans le second, il s'agit de la totalité de la créance de loyers dus de manière irrévocable par un client dans le cadre d'un contrat de location à moyen terme d'équipements.

Ces cessions sont examinées selon les critères de l'IAS 39 et sont ou non décomptabilisées selon que l'analyse conclut ou non à un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages.

Le principal contrat d'affacturage concerne les créances commerciales de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France, les créances de Serviware et de SA Bull NV. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la très grande majorité des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours, et plus particulièrement :

- le risque de contrepartie ;
- le risque lié au retard de paiement ;
- le seul risque conservé par Bull est le risque de dilution.

Ce risque donne lieu à constitution d'une réserve auprès de l'organisme d'affacturage, calibré au plus près de la dilution réelle. Ce risque résiduel a été considéré comme non significatif au regard des autres risques transférés.

Par ailleurs, les factures cédées correspondant soit à des factures payables terme à échoir, soit à des contrats de construction tels que définis plus haut, ne sont que partiellement financées. La partie non financée, bien que couverte par l'assurance-crédit, est versée par l'affactureur sur le compte-courant de la société cédante. Le risque de contestation sur cette facturation, apprécié sur une base historique, est considéré comme négligeable.

Ce contrat d'affacturage a été renouvelé pour un montant de 180 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2014 dont 160 millions d'euros pour Bull SAS avec la mise en place d'une ligne de financement syndiqué auprès des principaux partenaires financiers du Groupe et implique que les indicateurs suivants soient respectés, sur la base des comptes consolidés semestriels et annuels de Bull :

- EBITDA égal ou supérieur à 30 millions d'euros (sur une base annuelle) ;
- Ratio (dette nette / fonds propres) inférieur ou égal à 80 %.

En cas de non-respect de ces indicateurs, le délai de préavis de résiliation serait de trois mois.

Par ailleurs, un contrat d'affacturage existe également pour les sociétés Amesys Conseil et Amesys Conseil Montpellier. Une analyse similaire a été menée sur ces cessions de créance sans recours qui a confirmé le transfert substantiel de tous les risques et avantages liés aux factures cédées.

Les filiales espagnoles ont cédé des créances commerciales dans le cadre d'un contrat sans recours pour un montant de 11,6 millions d'euros à fin juin 2014.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble de ces opérations, par nature, en indiquant la valeur comptable des actifs cédés et celle des passifs associés.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2014			Au 31 décembre 2013		
	Créances		Total	Créances		Total
	Commerciales	Locatives		Commerciales	Locatives	
<b>Cessions comptabilisées</b>						
■ créances cédées	2,1	6,9	<b>9,0</b>	2,3	6,5	<b>8,8</b>
■ trésorerie	1,7	6,9	<b>8,6</b>	1,8	6,5	<b>8,3</b>
■ comptes de garantie/ compte-courant affacturage	0,4	-	<b>0,4</b>	0,5	-	<b>0,5</b>
■ dette	2,1	6,9	<b>9,0</b>	2,3	6,5	<b>8,8</b>
<b>Cessions décomptabilisées</b>						
■ créances cédées	145,0	25,9	<b>170,9</b>	203,3	2,9	<b>206,2</b>
■ trésorerie	121,0	25,9	<b>146,9</b>	171,7	2,9	<b>174,6</b>
■ comptes de garantie/ compte-courant affacturage	24,0	-	<b>24,0</b>	31,0	-	<b>31,0</b>

### Détail concernant les cessions de créances commerciales effectuées par Bull SAS

L'impact de la cession de créances de Bull SAS du 30 juin 2014 sur les différents postes du bilan peut se résumer comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013	
Clients et comptes rattachés	(117,4)	(173,1)	Décomptabilisation des créances clients cédées sans recours
Compte de garantie affacturage	9,5	13,4	Dépôt de garantie contractuel
Compte-courant affacturage	10,2	13,4	Créances clients cédées sans recours mais non financées
Trésorerie	99,3	147,5	Trésorerie obtenue (hors frais)
<b>TOTAL</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	
Emprunts et passifs financiers courants	1,6	1,2	Dette correspondant au montant des créances cédées avec recours
<b>TOTAL</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	

### VALEUR DES CRÉANCES CLIENTS

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Valeur brute	139,9	129,9
Dépréciation	(7,7)	(9,6)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>132,2</b>	<b>120,3</b>

Par ancienneté, la valeur nette des créances se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Créances non échues	88,5	(0,1)	85,4	(0,1)
Échues depuis moins de 30 jours	21,1	-	17,9	-
Échues depuis plus de 30 et moins de 60 jours	4,7	-	4,8	-
Échues depuis plus de 60 et moins de 90 jours	4,5	-	2,1	-
Échues depuis plus de 90 et moins de 180 jours	8,7	-	6,3	(0,1)
Échues depuis plus de 180 et moins de 360 jours	3,3	(0,2)	3,0	(0,2)
Échues depuis plus d'un an	9,1	(7,4)	10,4	(9,2)
<b>TOTAL</b>	<b>139,9</b>	<b>(7,7)</b>	<b>129,9</b>	<b>(9,6)</b>

La partie non provisionnée des créances échues depuis plus d'un an est couverte en grande partie par d'autres positions bilancielles.

Le délai moyen d'encaissement clients sur le premier semestre 2014 est de 44 jours contre 43 jours sur l'ensemble de l'année 2013.

## NOTE 16 AUTRES ACTIFS COURANTS

(en millions d'euros)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Créances sur financement R&D	18,6	13,6
Créances de Crédit d'impôt recherche	94,1	80,8
Autres créances fiscales	11,2	8,7
Créances liées au personnel	1,3	0,8
Dépôts et cautionnements versés	4,3	4,1
Compte de garantie affacturage	10,6	14,4
Compte-courant affacturage	12,7	16,3
Instruments dérivés actifs	3,1	0,3
Autres créances liées à l'exploitation	7,2	6,6
Charges constatées d'avance	42,9	35,2
<b>TOTAL</b>	<b>206,0</b>	<b>180,8</b>

L'augmentation des créances de Crédit d'impôt recherche est principalement liée à la créance actualisée au titre de 2014 (10,4 millions d'euros). L'encaissement de ces créances interviendra en décembre 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

Le compte-courant affacturage concerne principalement à fin juin 2014, comme à fin 2013, des créances cédées sans recours par Bull SAS et non financées.

## NOTE 17 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Trésorerie	22,1	34,5
Équivalents de trésorerie	150,8	209,8
<b>TOTAL</b>	<b>172,8</b>	<b>244,3</b>

## NOTE 18 CAPITAL

Au 30 juin 2014, le capital de Bull est constitué de 122 256 897 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2014, Bull autodétient 114 405 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 0,6 million d'euros.

## NOTE 19 RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL

Au 30 juin 2014, le montant des réserves liées au capital est de 361,8 millions d'euros contre 359,5 millions d'euros à fin 2013. Cette variation de 2,3 millions d'euros se détaille ainsi :

- 0,6 million d'euros au titre des différents plans d'options de souscription et d'attributions gratuites d'actions ;
- 1,9 million d'euros au titre de l'exercice des plans d'options de souscription d'actions ;
- (0,2) million d'euros d'actions d'autocontrôle dans le cadre d'un contrat de liquidité.

**NOTE 20 INTÉRÊTS MINORITAIRES**

Pour l'essentiel, ils sont constitués d'une participation minoritaire de :

- 8 % prise par la société NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian suite à une opération d'augmentation de capital ;
- 20 % dans la société Tuscan Connects Ltd ;
- 20 % dans la société VIS lors de l'entrée de cette société dans le périmètre du Groupe en janvier 2011 ;
- 0,1 % dans la société Time Reversal Communications au 30 juin 2014. Suite à sa recapitalisation se traduisant par une augmentation de capital intégralement souscrite par son actionnaire majoritaire (Amesys Réseau Sécurité et Services), la part des minoritaires est passée de 1 % au 31 décembre 2013 à 0,1 % au 30 juin 2014.

**NOTE 21 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS****ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Emprunt obligataire – OCEANes	0,2	0,2
Emprunt convertible – EMC	-	1,0
Financement de créances locatives	0,1	0,1
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	20,8	20,7
Emprunts auprès d'établissements de crédit	5,8	18,1
Instruments dérivés passifs	0,4	0,7
Option de vente au bénéfice de minoritaires	0,5	0,5
Clause d'ajustement de prix à long terme	0,6	1,0
<b>Dettes financières à plus d'un an</b>	<b>28,4</b>	<b>42,3</b>
Financement de créances locatives	0,9	2,5
Financement de créances commerciales	2,1	2,3
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	18,8	18,4
Emprunt convertible - EMC	1,0	-
Emprunts auprès d'établissements de crédit	44,7	12,2
Autres dettes financières	0,5	2,1
Instruments dérivés passifs	0,5	1,1
Clause d'ajustement de prix à court terme	0,2	0,2
<b>Dettes financières à moins d'un an</b>	<b>68,7</b>	<b>38,9</b>
<b>DETTE FINANCIÈRE TOTALE</b>	<b>97,1</b>	<b>81,2</b>

**Emprunt obligataire – OCEANes**

Au 30 juin 2014, le solde des OCEANes non converties s'élève à 58 629 titres. Ces obligations, remboursables le 1<sup>er</sup> janvier 2033, représentent la part non-convertie des 11 495 396 titres émis en mai 2000 et non apportée à l'offre publique d'échange intervenue en juin – juillet 2004 et complétée en mars 2005. Ces 58 629 obligations convertibles donneraient droit à 5 862 actions de 0,10 euro de nominal en cas de conversion.

**Emprunt convertible – EMC**

Dans le cadre de l'acquisition de la société VIS par BISS Egypt en 2011, la société EMC a accordé à VIS un prêt, qui ne porte pas intérêt, de 1,0 million d'euros, convertible automatiquement en actions VIS au plus tard le 30 juin 2014. Ce prêt a été prorogé et remboursé courant juillet, en numéraire, dans le cadre de l'accord de cession de l'entité VIS comme indiqué dans la note 30 « Événements postérieurs à la clôture ».

Cette opération est traitée dans son intégralité comme une dette financière et a été comptabilisée à sa juste valeur au 30 juin 2014, en actualisant son montant à échéance au taux annuel de 6 %. La différence entre la valeur actualisée de cet emprunt et sa valeur de remboursement est enregistrée en charges financières selon la méthode du coût amorti.

## Financement de créances locatives et commerciales

Il s'agit de financements assis sur des actifs du Groupe. Des créances locatives, correspondant à des contrats de location à moyen terme de matériels, sont cédées à des établissements de crédit pour en assurer le refinancement. Les financements associés à des créances commerciales correspondent à la partie des créances cédées avec recours dans le cadre de programmes d'affacturage.

## Emprunts auprès d'établissements de crédit

La liquidité du Groupe a été renforcée avec la signature d'un crédit syndiqué (« *Revolving Credit Facility* ») de 100 millions d'euros en mars 2014 d'une durée de 5 ans. Dans le même temps, Bull a procédé au remboursement, par anticipation, de son précédent crédit syndiqué de 50 millions d'euros et de sa ligne de crédit confirmée de 20 millions d'euros.

Ce nouveau crédit syndiqué est assorti de clauses d'engagement et de défaut habituelles pour ce type de contrat, notamment : maintien des crédits à leur rang, limitation des sûretés attribuées à des tiers, défaut croisé, et respect des engagements financiers suivants :

- trésorerie brute consolidée d'un montant minimum de 150 millions d'euros à chaque fin d'exercice (31 décembre de chaque année pendant la durée des crédits), et de 100 millions d'euros à chaque fin de premier semestre (30 juin de chaque année pendant la durée des crédits) ;
- ratio Endettement Net consolidé/EBITDA inférieur à 1 ;
- ratio EBITDA/frais financiers nets supérieur à 4.

Ce crédit syndiqué était tiré à hauteur de 40 millions d'euros au 30 juin 2014.

Figurent également dans cette rubrique les engagements en location financement, pour un montant de 10,2 millions d'euros, correspondant soit au refinancement de contrats de location de matériels à moyen terme résiliables par les clients, soit à la location de matériels divers pour les besoins propres des sociétés du Groupe.

## Mobilisation de créances de Crédit d'impôt recherche

Le Groupe a mobilisé auprès d'établissements de crédit les créances de Crédit d'impôt recherche détenues par un certain nombre des sociétés françaises du Groupe au titre de l'exercice 2010 et au titre de l'exercice 2012.

Ces créances sont détenues par Bull dans le cadre du périmètre d'intégration fiscale (sociétés Bull SAS, Serviware, Agarik, Amesys et Amesys Réseau Sécurité et Services).

Le calcul du net escompté a été fait sur la base d'un paiement par les services fiscaux au 31 décembre 2014 de ce crédit d'impôt au titre de l'exercice 2010 et sur la base d'un paiement au 29 juillet 2016 de ce crédit d'impôt au titre de l'exercice 2012.

Les établissements bancaires gardent un recours contre les cédants en cas de contestation par les services fiscaux des montants déclarés. Le financement constitue donc une dette, dont le montant au 30 juin 2014 est l'actualisation, au taux du financement, des créances cédées.

Les créances de Crédit d'impôt recherche détenues par des sociétés françaises du Groupe au titre des exercices 2011 et 2013 n'ont pas été mobilisées.

## Instruments dérivés passifs

Les instruments dérivés passifs sont constitués des dérivés de change valorisés au 30 juin 2014 à 0,9 million d'euros.

## Option de vente au bénéfice des minoritaires

Une option de vente des titres de la société VIS détenue par l'actionnaire minoritaire est valorisée en juste valeur à 0,5 million d'euros.

## Clause d'ajustement de prix

La clause d'ajustement de prix pour l'acquisition de VIS est valorisée en juste valeur à 0,2 million d'euros et à 0,6 million d'euros pour l'acquisition de JADE.

## Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées de découverts bancaires et des intérêts courus non échus de la dette (ICNE).

## ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR ÉCHÉANCE

Au 30 juin 2014, l'échéancier en capital de la dette financière est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Au 31/12/2013	81,2	38,9	19,1	22,3	0,7	-	0,2
Au 30/06/2013	66,7	22,1	32,5	10,5	1,1	0,3	0,2
Au 30/06/2014	97,1	68,7	4,9	23,0	0,3	0,2	-

La dette à moins d'un an donne lieu à l'échéancier ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Moins d'un mois	4,9	14,5
De 1 à 3 mois	1,6	0,2
De 3 à 6 mois	20,1	0,3
De 6 à 12 mois	42,0	23,9
<b>TOTAL</b>	<b>68,7</b>	<b>38,9</b>

La plus grande partie de la dette à moins d'un mois est constituée :

- du financement des créances cédées avec recours dans le cadre des programmes d'affacturage ; cette dette se renouvelle mois après mois en variant en fonction du montant de ces créances ;
- de la première échéance de remboursement du crédit syndiqué.

## ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISE

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Euro	92,4	76,3
Autres	4,7	4,9
<b>TOTAL</b>	<b>97,1</b>	<b>81,2</b>

## NOTE 22 AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Loyers des locaux inoccupés	2,6	2,4
Avantages au personnel	3,3	4,6
Risques fiscaux	1,4	3,4
Autres risques et divers	5,8	5,4
<b>TOTAL</b>	<b>13,1</b>	<b>15,8</b>

- Variation du 1<sup>er</sup> semestre 2014 et 2013 des autres provisions non courantes

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin</b>	
	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Valeur en début de période</b>	<b>15,8</b>	<b>15,3</b>
Dotations	1,8	1,4
Reprises (utilisées)	(0,5)	(0,6)
Reprises (non utilisées)	(3,9)	(3,4)
Autres mouvements	(0,1)	5,4
<b>VALEUR EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>13,1</b>	<b>18,1</b>

## NOTE 23 AUTRES PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

### ■ Autres provisions courantes

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Frais de personnel et engagements assimilés	4,7	4,1
Réclamations clients	1,2	2,0
Garanties produits	5,3	6,6
Autres risques et charges relatifs aux produits et services vendus	5,4	7,6
Autres *	52,1	3,5
<b>TOTAL</b>	<b>68,7</b>	<b>23,8</b>

\* Cette rubrique inclut une provision couvrant des charges au titre du plan « One Bull » pour un montant de 49,1 millions d'euros.

### ■ Variation du 1<sup>er</sup> semestre 2014 et 2013 des autres provisions courantes

(en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2014	2013
<b>Valeur en début de période</b>	<b>23,8</b>	<b>45,7</b>
Dotations	53,7	4,1
Reprises (utilisées)	(5,7)	(8,1)
Reprises (non utilisées)	(4,7)	(7,9)
Autres mouvements *	1,6	(6,1)
<b>VALEUR EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>68,7</b>	<b>27,7</b>

\* Les autres mouvements de 2014 sont liés pour l'essentiel aux variations de change et à des transferts de non courant à courant.

### ■ Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Impôts et taxes	3,9	4,8
Salaires	31,2	26,9
Autres frais de personnel	60,9	59,0
Factures à recevoir et divers	66,1	70,5
<b>TOTAL</b>	<b>162,1</b>	<b>161,2</b>

**NOTE 24 INSTRUMENTS FINANCIERS  
ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

Les principes retenus par le Groupe pour la gestion de ses risques financiers sont explicités au chapitre 1.4 « Risques et facteurs de risque », page 5 du présent document.

**RISQUE DE CHANGE****Exposition aux risques de change**

Les risques de change du Groupe, compte tenu des instruments dérivés de change, s'analysent comme suit (les expositions correspondant à un passif net dans la devise sont indiquées en négatif) :

L'exposition financière est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013	
	USD	GBP	USD	GBP
Exposition bilan	(4,7)	(10,4)	(5,2)	(9,6)
Instruments dérivés de change	1,2	10,9	5,4	9,8
<b>Exposition nette après couverture</b>	<b>(3,5)</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>

L'exposition commerciale est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2014			Au 31 décembre 2013		
	USD	GBP	JPY	USD	GBP	JPY
Exposition bilan	(9,3)	0,5	(0,4)	(11,1)	1,6	(0,3)
Exposition flux futurs	(31,2)	-	(3,1)	(61,3)	-	(3,5)
Instruments dérivés de change	31,2	(0,8)	3,4	60,6	(2,0)	3,8
<b>Exposition nette après couverture</b>	<b>(9,3)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>-</b>
Stop loss	17,5	-	-	11,6	-	-
<b>Exposition nette après stop loss</b>	<b>8,2</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>-</b>

L'exposition nette est indiquée ci-dessus avant et après prise en compte des *stop loss* dont le fonctionnement est présenté dans le paragraphe « Risque de change » au chapitre 1.4 « Risques et facteurs de risque », page 5.

**Valeur de marché des instruments dérivés**

Les justes valeurs des instruments dérivés de change sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Achats à terme	-	(0,1)	0,1	-
Ventes à terme	-	-	-	(0,4)
Achats d'options d'achat	0,2	-	0,3	-
Ventes d'options d'achat	-	-	-	-
Achats d'options de vente	-	-	-	-
Ventes d'options de vente	-	(0,8)	-	(1,4)
<b>TOTAL</b>	<b>0,2</b>	<b>(0,9)</b>	<b>0,4</b>	<b>(1,8)</b>

La juste valeur de marché des opérations à terme est donnée par les cours à terme des devises concernées à la date de clôture, celle des options par les modèles standards de valorisation des options. Ces opérations entrent donc dans la catégorie des opérations évaluées selon le niveau 2 de la norme IFRS 7, c'est-à-dire sur la base de paramètres de marchés observables.

**Relations de couverture**

Les instruments dérivés de change pris en couverture de flux futurs donnent lieu à une relation de couverture. Les autres instruments ne sont pas qualifiés de couverture au sens de l'IAS 39.

L'échéancier des instruments dérivés ayant donné lieu à relation de couverture est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans
Actif	0,2	0,2	-	-	-
Passif	(0,9)	(0,5)	(0,3)	(0,1)	-
<b>INSTRUMENTS QUALIFIÉS DE COUVERTURE</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>-</b>

## Impact des instruments dérivés sur le résultat et les capitaux propres

Les variations de juste valeur des instruments dérivés de change ont les impacts nets suivants sur le résultat avant impôts et les capitaux propres :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013	
	Résultat	Capitaux propres	Résultat	Capitaux propres
Instruments non qualifiés de couverture	0,2	-	-	-
Instruments qualifiés de couverture	0,1	(0,8)	(0,8)	(0,9)
<b>TOTAL</b>	<b>0,3</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(0,9)</b>

La variation de juste valeur des instruments de dérivés de change reconnue en capitaux propres au cours du premier semestre 2014 s'analyse de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Premier semestre 2014	Exercice 2013
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de change relatifs aux transactions futures	0,5	(0,8)
Recyclage en résultat relatif aux transactions réalisées	-	(0,1)
<b>TOTAL</b>	<b>0,5</b>	<b>(0,9)</b>

## Sensibilité au risque de change

Sur la base des couvertures existantes au 30 juin 2014, l'incidence d'une variation de plus ou moins 10 % de l'euro par rapport aux devises concernées aurait les impacts ci-dessous sur la juste valeur des instruments dérivés de change :

(en millions d'euros)	Impact résultat		Impact capitaux propres	
	+ 10 %	- 10 %	+ 10 %	- 10 %
Instruments non qualifiés de couverture	1,1	(1,1)	-	-
Instruments qualifiés de couverture	1,2	(2,2)	1,1	(1,5)
<b>TOTAL</b>	<b>2,3</b>	<b>(3,3)</b>	<b>1,1</b>	<b>(1,5)</b>

## Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers à taux variable sont les placements en OPCVM monétaires, les comptes à terme à taux variables et les comptes de garantie. Les actifs financiers à taux fixe sont les certificats de dépôt, dont le taux est fixe jusqu'à leur échéance trimestrielle, et les comptes à terme à taux fixe.

Les passifs financiers à taux variable sont constitués du financement résultant des programmes de cession de créances commerciales pour leur part cédée avec recours, du tirage à hauteur de 40 millions d'euros du crédit syndiqué.

Les passifs financiers à taux fixe correspondent aux financements de créances locatives et des créances de Crédit d'impôt recherche et aux autres emprunts bancaires.

Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable. Actifs et passifs financiers à taux variable sont liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
<b>Taux fixe :</b>		
Actifs financiers	22,2	12,2
Passifs financiers	(42,2)	(32,5)
<b>Exposition nette taux fixe</b>	<b>(20,0)</b>	<b>(20,3)</b>
<b>Taux variable :</b>		
Actifs financiers	168,8	244,6
Passifs financiers	(54,9)	(48,6)
<b>Exposition nette taux variable</b>	<b>113,9</b>	<b>196,0</b>

L'exposition nette du Groupe au risque de taux, selon la maturité des actifs et passifs financiers, s'analyse ainsi au 30 juin 2014 :

(en millions d'euros)	Actifs financiers		Passifs financiers		Exposition nette	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	22,2	151,9	(14,2)	(54,5)	8,0	97,4
Plus d'un an	-	16,9	(28,0)	(0,4)	(28,0)	16,5
<b>TOTAL</b>	<b>22,2</b>	<b>168,8</b>	<b>(42,2)</b>	<b>(54,9)</b>	<b>(20,0)</b>	<b>113,9</b>

Il faut toutefois noter que les chiffres ci-dessus correspondent à l'exposition bilancielle. Le Groupe bénéficie par ailleurs du financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours, et décomptabilisées. Le montant de ces financements au 30 juin 2014 est de 121,0 millions d'euros (voir note 15 « Cessions de créances clients », page 38), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 7,1 millions d'euros.

Une variation instantanée de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,07 million d'euros sur le résultat avant impôts du Groupe.

## VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR NATURE

La valeur comptable des actifs et passifs financiers est égale à leur juste valeur.

Au 30 juin 2014, la ventilation des actifs est la suivante :

(en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers de couverture de flux de trésorerie
Actifs financiers non courants	30,9	0,5	-	-
Créances clients	132,2	-	-	-
Autres actifs courants	205,8	-	-	0,2
Placements en garantie	6,9	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50,7	-	122,1	-
<b>TOTAL</b>	<b>426,5</b>	<b>0,5</b>	<b>122,1</b>	<b>0,2</b>

Au 31 décembre 2013, la ventilation des actifs était la suivante :

(en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers de couverture de flux de trésorerie
Actifs financiers non courants	32,8	0,5	-	0,1
Créances clients	120,3	-	-	-
Autres actifs courants	180,4	-	0,1	0,2
Placements en garantie	6,2	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63,2	-	181,1	-
<b>TOTAL</b>	<b>402,9</b>	<b>0,5</b>	<b>181,2</b>	<b>0,3</b>

Au 30 juin 2014, la ventilation des passifs est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Emprunts et passifs financiers non courants	-	28,0	0,4
Dettes fournisseurs	-	176,6	-
Clients : avances et acomptes reçus	-	31,8	-
Autres passifs courants	-	162,1	-
Emprunts et passifs financiers courants	0,2	68,2	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>0,2</b>	<b>466,7</b>	<b>0,7</b>

Au 31 décembre 2013, la ventilation des passifs était la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Emprunts et passifs financiers non courants	-	60,0	0,7
Dettes fournisseurs	-	219,3	-
Clients : avances et acomptes reçus	-	21,0	-
Autres passifs courants	-	161,2	-
Emprunts et passifs financiers courants	0,4	19,4	0,7
<b>TOTAL</b>	<b>0,4</b>	<b>480,9</b>	<b>1,4</b>

## NOTE 25 CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS

Aucun client ne représente plus de 10 % du montant total des créances clients.

## NOTE 26 PLAN D'OPTIONS, PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS

Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 2008 à 2013 et des plans d'attributions gratuites d'actions figure dans le rapport annuel 2013 à la note 28 de l'annexe aux comptes consolidés, page 169. Les attributions 2014 sont détaillées ci-après.

Dans les tableaux ci-après, le nombre d'options des membres du comité exécutif comprend le nombre d'options des mandataires sociaux si applicable.

## ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS DE 2014

	Plan mars 2014
Date d'assemblée	08/06/2011
Date du conseil	26/02/2014
Nombre d'options consenties à l'origine	200 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dont membres du comité exécutif (hors mandataire social)</li> </ul>	0
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dont mandataire social : Philippe Vannier</li> </ul>	200 000
Nombre de bénéficiaires	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dont membres du comité exécutif (hors mandataire social)</li> </ul>	0
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dont mandataire social : Philippe Vannier</li> </ul>	1
Date de départ d'exercice	14/03/2018
Date d'expiration du plan	13/03/2020
Prix d'exercice en euros	3,81
Options levées au 30/06/2014	-
Options caduques au 30/06/2014	-
Nombre d'options restant à exercer au 30/06/2014	200 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dont membres du comité exécutif (hors mandataire social)</li> </ul>	0
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dont mandataire social : Philippe Vannier</li> </ul>	200 000

## SYNTHÈSE DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS AU 30 JUIN 2014

	Plan(s) 2009	Plan(s) 2010	Plan(s) 2011	Plan(s) 2012	Plan(s) 2013	Plan(s) 2014	Total
Solde des options attribuées restant à lever							
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ par le mandataire social : Philippe Vannier</li> </ul>	-	200 000	-	200 000	200 000	200 000	800 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ par tous les membres du comité exécutif</li> </ul>	0	425 000	70 000	557 500	670 000	200 000	1 922 500
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ par l'ensemble des salariés et mandataires sociaux</li> </ul>	171 500	1 355 000	87 500	808 750	1 323 750	200 000	3 946 500

Le plan d'options de souscription d'actions de 2008 est venu à expiration le 3 mars 2014.

## PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS DE 2014

Au premier semestre 2014, aucun plan d'attribution gratuite d'actions n'a été mis en place.

Au 30 juin 2014, le nombre d'actions restant à transférer dans le cadre des plans d'attribution gratuite d'actions mis en œuvre en 2012 et 2013 est de 344 000.

## PLANS D'ÉPARGNE GROUPE

Au 30 juin 2014, le fonds Bull Actionnariat détient 565 600 titres et le fonds France Bull détient 56 150 titres.

## NOTE 27 TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)

Les principales transactions entre le groupe Bull et les sociétés apparentées (parties liées) sont les suivantes :

	30 juin 2014	31 décembre 2013
<b>Transactions avec Crescendo Industries :</b>		
Ventes	-	-
Comptes à payer	0,2	0,2
Comptes à recevoir	-	-
<b>Transactions avec Orange :</b>		
Ventes	6,6	21,1
Comptes à payer	1,7	1,1
Comptes à recevoir	2,2	8,4
<b>Transactions avec des sociétés mises en équivalence :</b>		
Ventes	2,0	0,9
Comptes à payer	-	-
Comptes à recevoir	0,9	0,3

## NOTE 28 ENGAGEMENTS HORS BILAN

### ENGAGEMENTS DONNÉS

(en millions d'euros)

		Au 30 juin 2014	Au 31 décembre 2013
■ Liés au financement	Avals, cautions et garanties donnés pour des filiales	72,9	57,4
■ Liés aux activités opérationnelles	Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers	53,6	53,8
	Engagements de bail	86,7	86,7

Les avals, cautions et garanties donnés pour des filiales concernent principalement des engagements donnés à des banques pour couvrir les engagements des filiales à leur égard.

Les avals, cautions et garanties donnés pour des tiers concernent principalement des engagements donnés à des clients, couverts par des garanties bancaires.

(en millions d'euros)

		Au 30 juin 2014	Au 31 décembre 2013
<b>Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers</b>			
■	Garanties de bonne exécution	21,6	24,7
■	Garanties de soumission	2,4	3,2
■	Garanties de restitution d'acompte	19,9	14,8
■	Garanties taxes et douane	2,8	3,0
■	Retenues de garantie	2,9	3,9
■	Autres garanties	4,0	4,2
<b>TOTAL</b>		<b>53,6</b>	<b>53,8</b>

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an.

Au 31 décembre 2013, les engagements de bail s'échelonnaient ainsi :

(en millions d'euros)

Échelonnement des engagements de bail	
2014	17,8
2015	10,1
2016	14,8
2017	8,9
2018	5,3
2019 et au-delà	29,8
<b>TOTAL</b>	<b>86,7</b>

Certains baux stipulent que le locataire doit payer l'assurance, les taxes et l'entretien, et la plupart comprennent des options de renouvellement ainsi que des clauses de révision liées à la hausse de certains indices.

## ENGAGEMENTS REÇUS

(en millions d'euros)

		30 juin 2014	Au 31 décembre 2013
■ Liés au périmètre du Groupe	Garantie actif/passif reçue dans le cadre de l'acquisition de JADE	0,6	0,6
	Garantie actif/passif reçue dans le cadre de l'acquisition de VIS	0,3	0,3
■ Liés au financement	Ligne de financement liée à l'affacturage	180,0	180,0
	Montant des financements décomptabilisés	121,0	171,7
	Disponibilité d'une tranche de 15 millions d'euros non tirée sur la facilité de crédit de 50 millions d'euros	-	11,2
	Disponibilité sur la facilité de crédit de 100 millions d'euros	60,0	-
■ Liés aux activités opérationnelles	Les activités services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.	-	-

## NOTE 29 LITIGES

### FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

- Un accord transactionnel a été signé fin 2004 avec le groupe Steria mettant fin aux litiges au titre de l'application du protocole d'accord de cession des activités Integris en Europe (hors France et Italie) et de l'exercice de la convention de garantie Europe. Cet accord a éteint la convention de garantie Europe, sauf en matière fiscale et parafiscale, à l'exception d'un litige en Belgique avec le client ANMC, dont les conséquences restent garanties par Bull. Le 15 juillet 2013, le Tribunal de Première Instance de Bruxelles, suivant les conclusions de l'expert judiciaire a rendu un jugement qui, d'une part, condamne Steria à indemniser ANMC d'un certain montant, mais, d'autre part, condamne ANMC à régler à Steria une facture impayée d'un montant très proche du montant de l'indemnisation. Le juge a ordonné la compensation entre les sommes dues de part et d'autre. Au 31 décembre 2013, compte tenu du jugement intervenu, la provision d'un montant de 1,0 million d'euros avait été réduite de manière significative. Aucune évolution significative n'a eu lieu au premier semestre.
- Bull a été amené, dans certains pays étrangers, à prendre des positions fiscales, généralement après consultation et recommandation d'experts locaux, qui peuvent donner lieu à des contestations de la part de vérificateurs fiscaux locaux. Les positions qui s'avèrent présenter un risque selon IAS 37 font l'objet de provision pour risques. Celles qui sont considérées comme des risques éloignés ne font pas l'objet de provision pour risques mais demeurent sous surveillance.
- Un nombre élevé de litiges de nature et d'ancienneté très diverses est recensé au Brésil. Une revue périodique est effectuée avec les avocats locaux en vue d'en apprécier la légitimité et le degré de risque applicable à chaque litige et les provisions existantes sont réexaminées suite à cet examen périodique, conformément à la pratique systématique du Groupe.

- La filiale roumaine du Groupe a fait l'objet d'une réclamation de la part du Ministère des Finances de Roumanie qui considère que l'origine de certains produits livrés dans le cadre d'un contrat signé en 2005 n'est pas européenne comme le contrat l'exigeait et demande le remboursement des produits concernés pour un montant de 1,8 million d'euros. Bull conteste la position de son client et a engagé une procédure judiciaire pour demander l'annulation de l'ordre de reversement émis par le Ministère des Finances.
- Une divergence s'est élevée entre Amesys Réseau Sécurité et Services et la société Nexa Technologies dans le cadre de la cession de l'activité Eagle, au sujet de l'application de la clause de complément de prix pour les exercices 2012 et 2013. Cette divergence est traitée selon la procédure fixée au Contrat de Cession pour le règlement des litiges et Amesys Réseau Sécurité et Services est confiante dans une résolution de ce litige respectant ses droits.

Les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions non courantes que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

### PROCÉDURE JUDICIAIRE OU D'ARBITRAGE

Il n'existe pas de procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance et dont elle serait menacée) qui a eu ou pourrait avoir eu au cours du premier semestre 2014 des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Bull a été informé qu'un contrat conclu en 2007 entre Amesys et les autorités libyennes dans le cadre de la lutte anti-terroriste au niveau international avait été cité dans une plainte contre X déposée auprès du Tribunal de Grande Instance de Paris par l'Organisation non gouvernementale « FIDH ». Le contrat concernait la mise à disposition d'un matériel d'analyse portant sur une fraction des connexions internet existantes, soit quelques milliers. Toutes les activités d'Amesys respectent strictement les exigences légales et réglementaires en vigueur tant au niveau français qu'international.

## NOTE 30 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 15 juillet 2014, Bull a annoncé la cession effective de toutes les parts (80% du capital) que le Groupe détenait dans sa filiale en Égypte, VAS Integrated Solutions LLS (VIS) à la société Giza Systems. À fin 2013, cette filiale comptait environ 40 salariés et réalisait un chiffre d'affaires d'environ 200 millions de livres égyptiennes (soit un chiffre d'affaires d'environ 22 millions d'euros). Cette opération a dégagé un résultat positif de cession non significatif.



# OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT D'ATOS



4.1	LE PROJET	56
4.2	LE CALENDRIER	56

## 4.1 LE PROJET

Atos, société internationale de services informatiques, et Bull, partenaire de confiance de la donnée en entreprise, ont présenté le 26 mai 2014 leur projet de rapprochement amical afin de donner naissance au premier acteur du Cloud en Europe et créer un leader dans le Big Data et la Sécurité.

Thierry Breton, Président Directeur Général d'Atos a déclaré : « Je salue ce rapprochement comme une étape majeure pour ancrer notre leadership en Europe dans le Cloud, le Big Data, et la cybersécurité et nous permettre de réaliser notre ambition de devenir un acteur de premier plan et la marque préférée de l'IT en Europe à l'horizon 2016. Les équipes de Bull, dont la compétence est hautement reconnue dans des technologies de pointe, telle que la puissance de calcul, la gestion et l'analyse des données, et la cybersécurité complètent les capacités d'Atos de déploiement à très grande échelle. Grâce à notre expérience d'intégration et notre culture d'efficacité opérationnelle, cette transaction bénéficiera grandement aux clients, collaborateurs et actionnaires de Bull et d'Atos ».

Philippe Vannier, Président Directeur Général du groupe Bull, a indiqué : « En rejoignant Atos, l'un des plus grands succès des sociétés de services informatiques, le groupe Bull bénéficiera d'un accélérateur pour son plan stratégique « One Bull ». Je suis enthousiaste à l'idée de faire partie de ce nouveau développement dans lequel chacun apportera sa contribution. Ensemble, avec Atos, nous partageons la même passion de la Business Technologie. »

Atos a ainsi déposé une offre publique d'achat, (l'« Offre ») portant sur toutes les actions émises et en circulation composant le capital ainsi que les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANES) du groupe Bull.

Le 15 juin, le conseil d'administration de Bull, après examen du rapport de l'expert indépendant qui conclut au caractère équitable des conditions financières de l'Offre pour les actionnaires et les porteurs d'OCEANES, a émis à l'unanimité un avis motivé supportant l'opération et a recommandé aux actionnaires et aux porteurs d'OCEANES d'apporter leurs titres à l'Offre.

La note d'information associée à l'opération déposée par Atos a reçu le visa de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 24 juin 2014.

En conséquence, l'Offre est ouverte du 27 juin au 31 juillet 2014 inclus.

Pour rappel, les principales caractéristiques de l'offre sont :

- le prix de l'Offre est de 4,90 euros par action Bull et 5,55 euros coupon attaché par OCEANE Bull, et
- le seuil de succès de l'Offre est de 50 % du capital et des droits de vote de Bull, plus une action, sur une base diluée à la clôture de l'Offre.

Crescendo Industries et Pothar Investments se sont engagés à apporter la totalité des actions qu'ils détiennent, soit 24,17 % du capital.

De plus amples informations sont disponibles sur le site internet du groupe Bull à l'adresse : [www.bull.fr/investisseurs/opa-atos](http://www.bull.fr/investisseurs/opa-atos) et sur le site de l'AMF à l'adresse : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

## 4.2 LE CALENDRIER

- 6 juin 2014 : Dépôt du projet d'Offre auprès de l'AMF, et du projet de note d'information de l'Initiateur
- 24 juin 2014 : Déclaration de conformité de l'Offre par l'AMF
- 26 juin 2014 : Diffusion de la note d'information et du document « Informations relatives aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptable de l'Initiateur »
- 27 juin 2014 : Ouverture de la période d'Offre publique
- 31 juillet 2014 : Clôture de la période d'offre
- 11 août 2014 : Publication par l'AMF de l'avis de résultat définitif de l'Offre
- 18 août 2014 : Règlement-livraison de l'Offre avec Euronext Paris
- 27 août 2014 : Réouverture de l'Offre en cas de succès de l'Offre pendant 10 jours de négociations ou, le cas échéant, mise en œuvre du retrait obligatoire
- 9 septembre 2014 : Clôture de l'Offre Réouverte
- 18 septembre 2014 : Publication par l'AMF de l'avis de résultat de l'Offre Réouverte
- 26 septembre 2014 : Règlement-livraison de l'Offre Réouverte

# INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL



5.1	INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL	58
5.2	ORGANIGRAMME	60
5.3	INFORMATIONS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS DU GROUPE	62

## 5.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

### COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2014, le capital social de la société s'élevait à 12 225 689,70 euros, divisé en 122 256 897 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le capital social a été augmenté de la somme de 73 450 euros par suite de l'émission de 734 500 actions nouvelles résultant des levées d'options de souscription d'actions qui sont intervenues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 30 juin 2014.

Au 6 juin 2014, date à laquelle le conseil d'administration a constaté l'augmentation de capital résultant des levées intervenues antérieurement, le capital s'établissait à 12 222 439,70 euros.

Toutes les actions ont un droit de vote à l'exception des 114 405 actions auto-détenues par la Société en date du 30 juin 2014.

### RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET ACTIONNARIAT

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site internet du Groupe à l'adresse [www.bull.fr/investisseurs/capital](http://www.bull.fr/investisseurs/capital).

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, ainsi que sur les déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital est la suivante :

Actionnaires	30 juin 2014			31 décembre 2013			30 juin 2013		
	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote théoriques	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote théoriques	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote théoriques
Crescendo Industries <sup>(1)</sup>	24 222 500	19,81 %	19,81 %	24 222 500	19,93 %	19,93 %	24 222 500	20,00 %	20,00 %
Pothar Investments <sup>(1)</sup>	5 325 873	4,36 %	4,36 %	5 325 873	4,38 %	4,38 %	5 325 873	4,40 %	4,40 %
Andromède <sup>(2)</sup>	326 433	0,27 %	0,27 %	326 433	0,27 %	0,27 %	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>29 874 806</b>	<b>24,44 %</b>	<b>24,44 %</b>	<b>29 874 806</b>	<b>24,58 %</b>	<b>24,58 %</b>	<b>29 548 373</b>	<b>24,40 %</b>	<b>24,40 %</b>
Orange	9 747 081	7,97 %	7,97 %	9 747 081	8,02 %	8,02 %	9 747 081	8,05 %	8,05 %
UBS AG	6 560 611	5,37 %	5,37 %	-	-	-	-	-	-
Épargne Salariale	621 750	0,51 %	0,51 %	684 500	0,56 %	0,56 %	707 000	0,58 %	0,58 %
Autocontrôle	114 405	0,09 %	0,09 %	179 589	0,15 %	0,15 %	312 589	0,26 %	0,26 %
Autres	75 338 244	61,62 %	61,62 %	81 036 421	66,69 %	66,69 %	80 786 104	66,71 %	66,71 %
<b>TOTAL</b>	<b>122 256 897</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>121 522 397</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>121 101 147</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

(1) Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration, et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration.

(2) Personne morale liée à Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration.

### OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ PAR LES DIRIGEANTS ET PERSONNES ASSIMILÉES

Au cours du premier semestre 2014, Edouard Guillaud a déclaré à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) avoir procédé à l'acquisition de 1 000 actions le 26 mai 2014.

### FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 28 juillet, date d'arrêt des comptes semestriels, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF :

- par courrier reçu le 23 juin 2014, Norges Bank a déclaré avoir franchi à la hausse, le 20 juin 2014, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir, à cette date, 6 311 110 actions Bull (dont 3 332 625 actions détenues à titre de collatéral) représentant autant de droits de vote, soit 5,16 % du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une augmentation du nombre d'actions Bull détenues à titre de collatéral (référence AMF 214C1161) ;
- par courrier reçu le 25 juin 2014, Norges Bank a déclaré avoir franchi à la baisse, le 23 juin 2014, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir 5 949 267 actions Bull (dont 2 970 782 actions détenues à titre de collatéral) représentant autant de droits de vote, soit 4,87 % du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une diminution du nombre d'actions Bull détenues à titre de collatéral (référence AMF 214C1187) ;
- par courrier reçu le 1<sup>er</sup> juillet 2014, UBS AG a déclaré avoir franchi à la hausse, le 27 juin 2014, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir 6 560 611 actions Bull représentant autant de droits de vote, soit 5,37 % du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions Bull hors marché (référence AMF 214C1187) ;
- par courrier reçu le 10 juillet 2014, Norges Bank a déclaré avoir franchi en hausse, le 8 juillet 2014, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir à cette date 6 155 074 actions Bull (dont 6 155 074 actions détenues à titre de collatéral) représentant

autant de droits de vote, soit 5,03 % du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une augmentation du nombre d'actions Bull détenues à titre de collatéral (référence AMF 214C1392) ;

- par courrier reçu le 10 juillet 2014, Norges Bank a déclaré avoir franchi en baisse, le 9 juillet 2014, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir 5 414 614 actions Bull (dont 2 436 129 actions détenues à titre de collatéral) représentant autant de droits de vote, soit 4,43 % du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une diminution du nombre d'actions Bull détenues à titre de collatéral (référence AMF 214C1392).

Il en résulte que les déclarations de positions supérieures à 5 % applicables au 30 juin 2014 étaient les suivantes :

Déclarant	Date de la déclaration	Date de la position	Position (en nombre d'actions)	Seuil	Franchissement	Référence AMF
Orange (France Telecom)	26/03/2010	18/01/2010	9 747 081	10 %	à la baisse	210C0285
Crescendo Industries	17/10/2013	25/09/2013	24 222 500	20 %	à la baisse	213C1594
UBS AG	01/07/2014	27/06/2014	6 560 611	5 %	à la hausse	214C1187

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus ne détenait au 30 juin 2014 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital et des droits de vote.

## OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR BULL SUR SES PROPRES ACTIONS

Le 6 juin 2014, l'assemblée générale mixte des actionnaires a renouvelé, pour une durée de 18 mois, l'autorisation consentie à la Société par l'assemblée générale du 7 juin 2013 d'opérer sur ses propres titres.

Le descriptif du programme de rachat peut être consulté sur le site internet du groupe Bull.

Faisant usage de cette autorisation, il a été mis en place un contrat de liquidité opéré par Oddo Corporate Finance. En raison de l'offre publique d'achat en cours d'Atos, le contrat de liquidité a été suspendu.

La Société a par ailleurs procédé à l'acquisition de 144 490 actions pour un prix total de 548 136 euros, soit à un cours moyen de 3,794 euros, et procédé à la remise d'actions aux bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions adopté en 2010 pour 146 000 actions.

## CAPITAL AUTORISÉ NON ÉMIS

Afin de permettre à la Société de faire appel si nécessaire au marché financier pour la poursuite du développement du Groupe et pour améliorer sa situation financière, les assemblées générales des 8 juin 2011, 8 juin 2012, 7 juin 2013 et 6 juin 2014 ont délégué au conseil d'administration certaines de ses compétences et l'ont par ailleurs autorisé à attribuer gratuitement des actions au profit de salariés et dirigeants du Groupe. L'ensemble des autorisations et délégations autorisées au bénéfice du conseil d'administration pouvant conduire à l'émission de titres donnant accès au capital sont les suivantes :

Opérations	Montant maximal	Date de l'autorisation	Échéance	Durée	Utilisation
<b>Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre</b> , au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe	0,5 % du nombre total des actions de la Société au moment de l'attribution	8 juin 2011	7 août 2014	38 mois	OUI
<b>Attribution d'options de souscriptions et/ou d'achat d'actions</b> au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe	2,5 % du nombre total des actions de la Société au moment de l'attribution	6 juin 2014	5 août 2017	38 mois	OUI
<b>Augmentation du capital social</b> par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	6 millions d'euros	6 juin 2014	5 août 2016	26 mois	NON
<b>Augmentation du capital social</b> par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, ou autres	6 millions d'euros	6 juin 2014	5 août 2016	26 mois	NON
<b>Augmentation du capital social</b> par émission d'actions et/ou d'autres titres donnant accès au capital social en rémunération d'apports	6 millions d'euros	6 juin 2014	5 août 2016	26 mois	NON
<b>Augmentation du capital</b> par émission d'actions, et/ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société par une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise	2 % du montant du capital social	6 juin 2014	5 décembre 2015	18 mois	NON

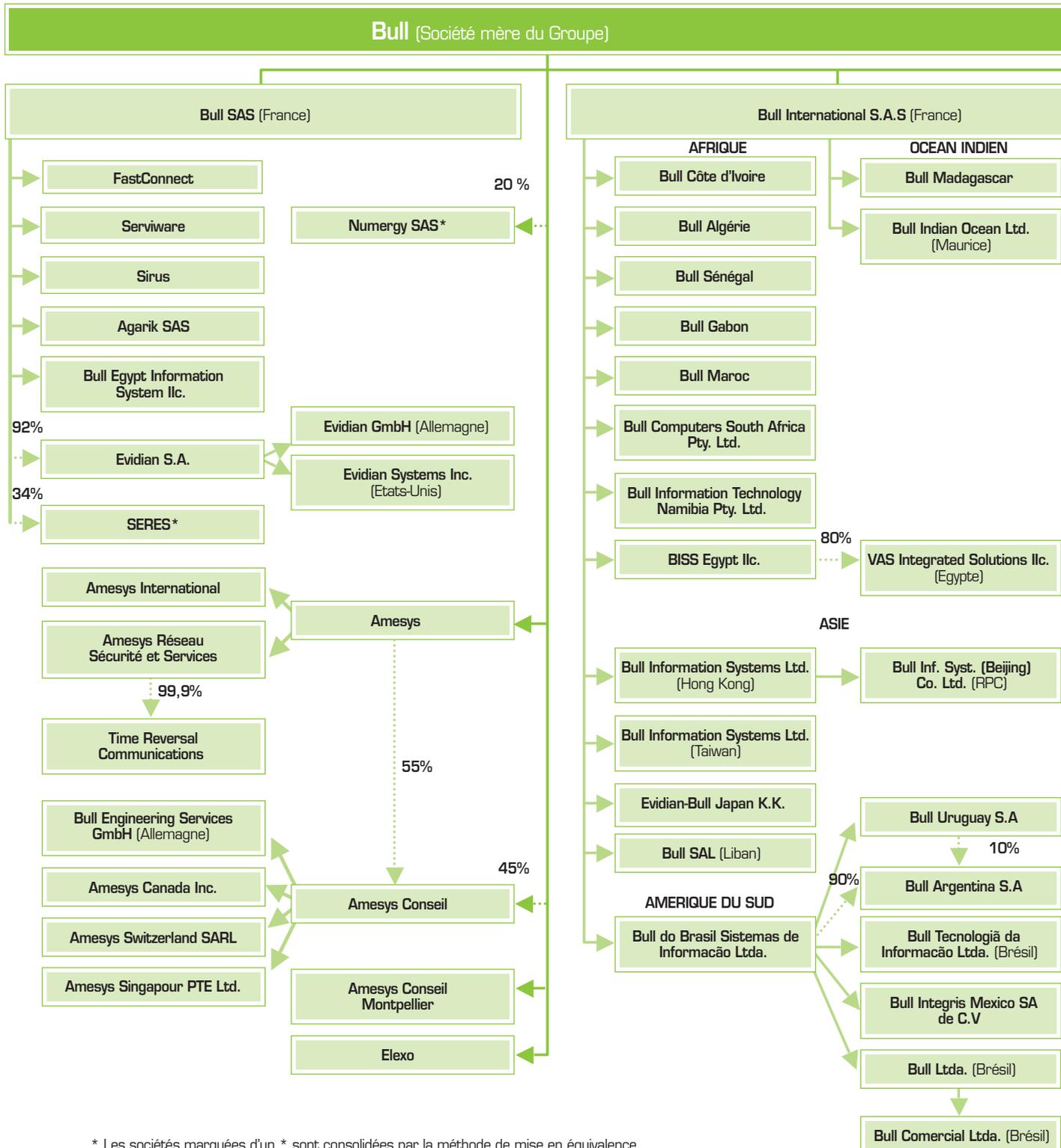
Conformément aux autorisations précitées le conseil d'administration a consenti au cours du premier semestre 2014 :

- 200 000 options de souscription d'actions le 26 février 2014.

## ACTIONS POTENTIELLES

Au 30 juin 2014, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 5 862 actions au titre des OCEANes, 3 946 500 actions au titre des options de souscription d'actions potentiellement exerçables, et 296 921 actions au titre des attributions gratuites d'actions non couvertes. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments est ainsi d'environ 3,4 %.

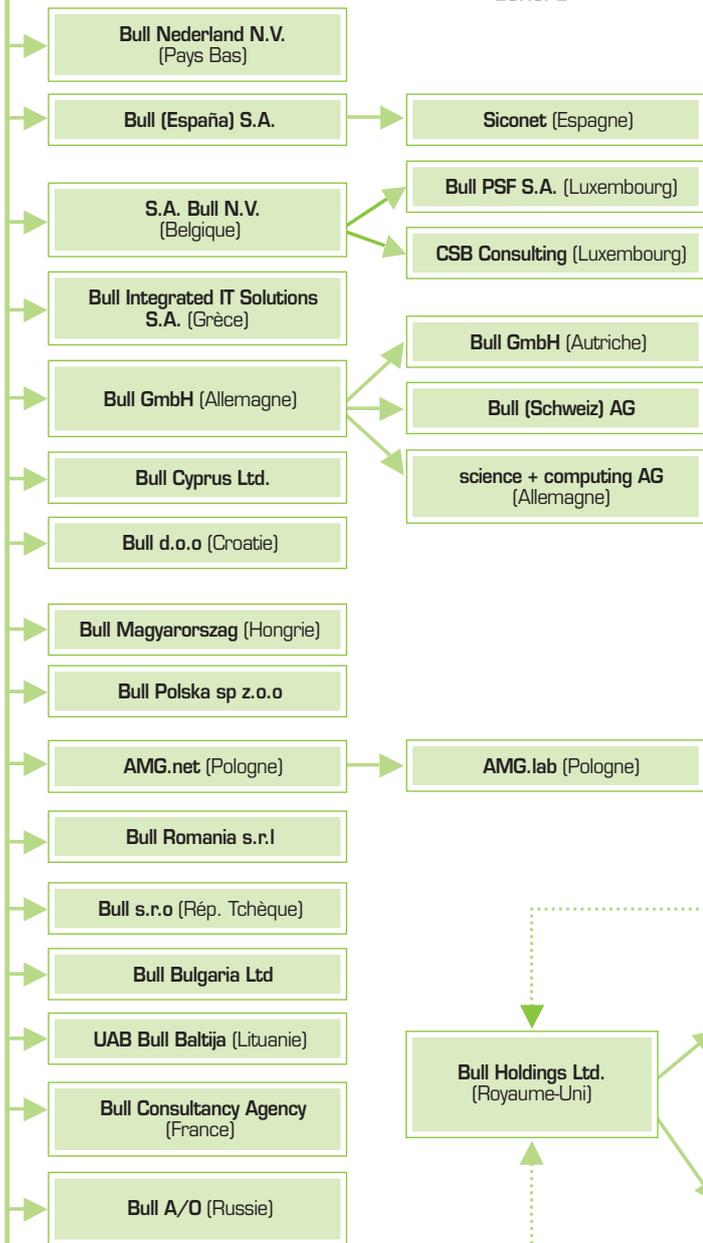
## 5.2 ORGANIGRAMME



**Bull** (Société mère du Groupe)

**Bull International S.A.S** (France)

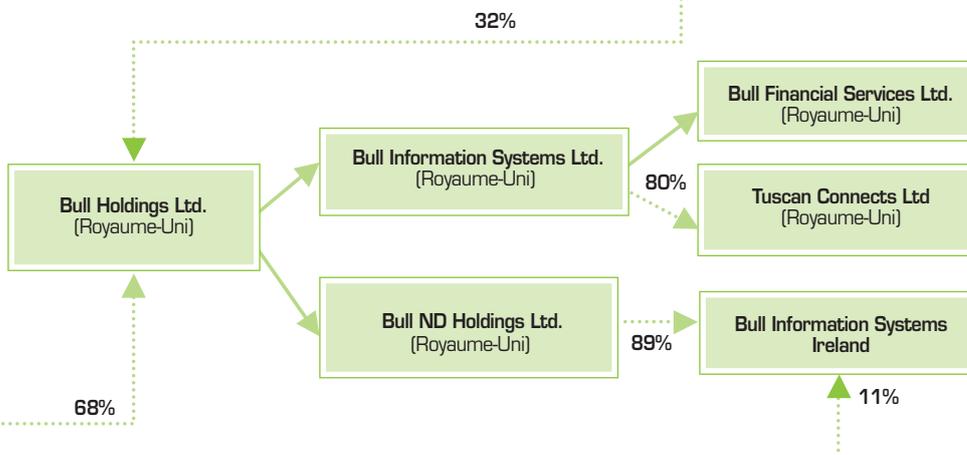
**EUROPE**



**Bull Data Systems Inc.** (Etats-Unis)

**Bull HN Information Systems** (Etats-Unis)

**AddressVision Inc.** (Etats-Unis)



## 5.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS DU GROUPE

Toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale sauf celles marquées d'un \* qui sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et d'un \*\* qui ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2014. Les pourcentages de participation indiqués correspondent également dans tous les cas au pourcentage des droits de vote détenus.

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Société mère</b>		
<b>Bull SA</b> au capital de 12 225 689,70 EUR	<b>Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)</b>	
<b>Filiales et principales participations</b>		
<b>Afrique du sud</b>		
Bull Computers South Africa Pty. Ltd. Société au capital de 2 000 000 SAR	115, West Street 2199 SANDTON JOHANNESBURG	100
<b>Algérie</b>		
Bull Algérie Société au capital de 20 000 000 DZD	16 Rue Yehia El-Mazouni, El Biar ALGER	100
<b>Allemagne</b>		
Bull Engineering Services GmbH Société au capital de 25 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE	100
Bull GmbH (Germany) Société au capital de 23 000 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE	100
Evidian GmbH Société au capital de 100 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE	100
science+computing AG Société au capital de 1 495 000 EUR	Hagellocher Weg 73 72070 TÜBINGEN	100
<b>Argentine</b>		
Bull Argentina SA Société au capital de 1 050 849 ARS	Manuela Saenz 323 5to. Piso Of. 506 C 1107 BPA BUENOS AIRES	100
<b>Autriche</b>		
Bull GmbH (Austria) Société au capital de 5 820 000 EUR	Am Euro Platz 2 (Euro Plaza Gebäude G) A- 1120 VIENNE	100
<b>Belgique</b>		
SA Bull NV Société au capital de 7 200 464,06 EUR	Chaussée de la Hulpe 120 B-1000 BRUXELLES	100
<b>Brésil</b>		
Bull Comercial Ltda. Société au capital de 8 930 415 BRL	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 04 – Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO	100
Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda Société au capital de 12 676 837 BRL	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO SP	100
Bull Ltda. Société au capital de 65 465 429 BRL	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO	100
Bull Tecnologia da Informação Ltda. Société au capital de 3 067 185 BRL	Avenida Angelica, 903 1° Andar – Sala 03 – Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO	100
<b>Bulgarie</b>		
Bull Bulgaria Ltd. Société au capital de 100 000 BGN	29 A, Slavianska street, Floor 4, Office 17, Sredets District 1407 SOFIA	100
<b>Canada</b>		
Amesys Canada Inc. Société au capital de 1 000 CAD	1, place Ville-Marie H3B 2C4 MONTRÉAL, Québec	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Chypre</b>		
Bull Cyprus Ltd Société au capital de 34 200 CYP	70, Makarios III Avenue PO Box 27269 NICOSIE	100
<b>Côte d'Ivoire</b>		
Bull Côte d'Ivoire Société au capital de 200 000 000 XOF	31, avenue Noguès 01 BP 1580 ABIDJAN 01	100
<b>Croatie</b>		
Bull d.o.o. Société au capital de 2 229 000 HRK	Koturaska 69 10000 ZAGREB	100
<b>Égypte</b>		
BISS Egypt Société au capital de 30 385 610 EGP	109 El Thawra Street, Heliopolis 8th Floor LE CAIRE	100
** Bull Égypte Information System Cie Société au capital de 50 000 EGP	World Trade Center 11-13 Corniche El Nil, LE CAIRE	100
VAS Integrated Solutions Société au capital de 6 250 000 EGP	2nd section – City Centre NEW CAIRE	80
<b>Espagne</b>		
Bull (España) SA Société au capital de 8 000 020 EUR	Paseo de las Doce Estrella n°2 Campo de las Naciones 28042 MADRID	100
** Safelayer Société au capital de 1 950 000 EUR	Edificio World Trade Center (S-4) Moll de Barcelona S/N 08039 BARCELONE	15
Siconet Société au capital de 126 000 EUR	Paseo de las Doce Estrella 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID	100
<b>États-Unis</b>		
AddressVision Inc. Société au capital de 1 000 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174	100
Bull Data Systems Inc. Société au capital de 1 408 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174	100
Bull HN Information Systems Inc. Société au capital de 1 558 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174	100
Evidian Systems Inc. Société au capital de 1 000 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174	100
<b>France</b>		
Agarik SAS SAS au capital de 454 500 EUR	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN	100
Amesys SAS au capital de 1 372 041,16 EUR	655, avenue Galilée 13794 AIX-EN-PROVENCE	100
Amesys Conseil SAS au capital de 40 000 EUR	655, avenue Galilée 13794 AIX-EN-PROVENCE	100
Amesys Conseil Montpellier SAS au capital de 37 000 EUR	Bâtiment Archimède – Park Eureka 396 rue du Mas-Verchant 34070 MONTPELLIER	100
Amesys International SAS au capital de 457 347,05 EUR	655, avenue Galilée 13793 AIX-EN-PROVENCE	100
Amesys Réseau Sécurité et Services SAS au capital de 2 999 970,44 EUR	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	100
Bull Consultancy Agency SAS au capital de 30 000 EUR	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS	100
Bull International S.A.S SAS au capital de 10 260 000 EUR	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS	100
Bull SAS SAS au capital de 35 636 720 EUR	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS	100
Elexo SAS au capital de 381 122,54 EUR	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	100
Evidian SA au capital de 3 391 304,37 EUR	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS	92

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
FastConnect SAS au capital de 62 823 EUR	11, rue des Peupliers 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	100
* Numergy SAS au capital de 225 000 000 EUR	1, place Carpeaux 92915 PARIS CEDEX LA DÉFENSE	20
* SERES SA au capital de 1 013 786 EUR	10, avenue Charles-de-Gaulle 94220 CHARENTON-LE-PONT	34
Serviware SAS au capital de 1 000 000 EUR	13-17, allée des Vendanges 77183 CROISSY-BEAUBOURG	100
SIRUS SAS au capital de 140 000 EUR	152, avenue du Prado 13008 MARSEILLE	100
Time Reversal Communications SA au capital de 326 259 EUR	10, avenue de l'Entreprise Parc Saint-Christophe 95861 CERGY-PONTOISE	99,9
<b>Gabon</b>		
Bull Gabon Société au capital de 100 000 000 XAF	Immeuble ex-Sonagar Boulevard Bord-de-Mer BP 2260 LIBREVILLE	100
<b>Grèce</b>		
Bull Integrated IT Solutions SA Société au capital de 1 502 454,66 EUR	16, El. Venizelou ave. 176 76 KALLITHEA	100
<b>Hong Kong</b>		
Bull Information Systems (Hong Kong) Limited Société au capital de 59 940 000 HKD	RM 1401 Hutchison House 10 Harcourt Road	100
<b>Hongrie</b>		
Bull Magyarország Société au capital de 300 000 000 HUF	Szépvölgyi ut 43 H- 1037 BUDAPEST	100
<b>Irlande</b>		
Bull Information Systems Ireland Société au capital de 278 750 EUR	29/3, South William Street DUBLIN	100
<b>Japon</b>		
Evidian-Bull Japan KK Société au capital de 10 000 000 JPY	Cerulean Tower 15F, 26-1 Sakuragaoka-cho, Shibuya-ku, TOKYO	100
<b>Liban</b>		
Bull SAL Société au capital de 160 000 000 LBP	69, Rue Jal el Dib Secteur 1 – BP 60208 12412020 METN	100
<b>Lituanie</b>		
UAB « Bull Baltija » Société au capital de 150 000 LTL	40 Gostauto Street 01112 VILNIUS	100
<b>Luxembourg</b>		
BULL PSF SA Société au capital de 1 500 000 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L – 8308 LUXEMBOURG	100
Communication-System & Business Consulting (CSB Consulting) Société au capital de 53 550 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L – 8308 LUXEMBOURG	100
<b>Madagascar</b>		
Bull Madagascar SA Société au capital de 29 240 000 MGA	12, rue Indira Gandhi Tsaralana BP 252 ANTANANARIVO	100
<b>Maroc</b>		
Bull Maroc Société au capital de 6 000 000 MAD	Technopark Casablanca Rte de Nouaceur BP 16415 Casablanca 20000 CASABLANCA	100
<b>Maurice</b>		
Bull Indian Ocean Limited Société au capital de 10 000 MUR	C&R Court, 49, rue la Bourdonnais PORT-LOUIS	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Mexique</b>		
** Bull Integris Mexico SA de CV Société au capital de 50 000 MXN	Circuito Circunvalación Poniente No. 4-B, Ciudad Satélite, Naucalpan, CP. 53100, MEXICO	100
<b>Namibie</b>		
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd. Société au capital de 1 000 SAR	C/o Deloitte & Touche Namdeb Center, 10 Bulow street PO Box 47 WINDHOEK	100
<b>Pays-Bas</b>		
Bull Nederland NV Société au capital de 1 800 000 EUR	Dalsteindreef 141- 151 1112 XJ Diemen Netherlands PO Box 22859 1100 DJ AMSTERDAM	100
<b>Pologne</b>		
AMG.lab Limited Société au capital de 1 000 000 PLN	11, rue de Lakowa 90562 LODZ	100
AMG.net Société au capital de 763 166,90 PLN	29, rue de Lakowa 90554 LODZ	100
Bull Polska Sp. Z.o.o. Société au capital de 2 900 000 PLN	ul. Krolewska 16 00 103 VARSOVIE	100
<b>République Populaire de Chine</b>		
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd Société au capital de 500 000 USD	11/F, Jing Guang Centre Office Building Hu Jia Lou Chao Yan District 100 020 PEKIN	100
<b>République Tchèque</b>		
Bull s.r.o. Société au capital de 15 000 000 CZK	Lazarska, 6 120 00 PRAGUE 2	100
<b>Roumanie</b>		
Bull Romania SRL Société au capital de 340 700 RON	12 A Burghilea Street, 2nd district, 024032 BUCAREST	100
<b>Royaume-Uni</b>		
Bull Financial Services Limited Société au capital de 2 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ	100
Bull Holdings Limited Société au capital de 105 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE – HP2 7DZ	100
Bull Information Systems Limited Société au capital de 59 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ	100
Bull ND Holdings Limited Société au capital de 11 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ	100
Tuscan Connects Ltd Société au capital de 1 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ	80
<b>Russie</b>		
** Bull A/O Société au capital de 17 700 RUB	Elekrichesky Pereulok, 3, Building 3, entr, 3 123557 MOSCOU	100
<b>Sénégal</b>		
Bull Sénégal Société au capital de 304 150 000 XOF	Avenue Malick Sy Immeuble Batimat, 4 <sup>e</sup> étage BP 3183 DAKAR	100
<b>Singapour</b>		
Amesys Singapour PTE Ltd Société au capital de 150 000 SGD	9 Temasek Bld 09-01 Suntec Tower Two SINGAPOUR	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Suisse</b>		
Amesys Switzerland SARL Société au capital de 50 000 CHF	Rue Etraz 4, c/o Berney & Associés, Société Fiduciaire, Succursale de Lausanne CH - 1003 LAUSANNE	100
Bull (Schweiz) AG Société au capital de 100 000 CHF	Walliseller Strasse 116, 8152 OPFIKON Canton de Zürich	100
<b>Taiwan</b>		
Bull Information Systems (Taiwan) Limited Société au capital de 30 000 000 TWD	7F, no 207-3, Sec 3 Beishin Road, Shindian City TAIPEI	100
<b>Uruguay</b>		
Bull Uruguay SA Société au capital de 900 000 UYP	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 1160 MONTEVIDEO	100

# INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES



## 6.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

68

La typographie de certains termes utilisés dans le présent rapport financier semestriel ne correspond pas pleinement à la dénomination qui a fait l'objet d'un dépôt. Ainsi et notamment pour les termes suivants, il faut lire : *pour bull™, Bull™; pour bullion, BULLION™; pour Crypt2Pay, Crypt2Pay™; pour Crypt2Protect, CRYPT2Protect™; pour Escala™, ESCALA™; pour extreme factory, EXTREME FACTORY™; pour globull, GLOBULL™; pour Le cloud by Bull, Le Cloud by Bull™; pour Hoox, HOOX™; pour mobull™, MOBULL™; pour novascale bullion™, NovaScale BULLION™; pour novascale gcos, NovaScale GCOS™; pour Proteccio, PROTECCIO™; pour StoreWay, STOREWAY™; pour Sphone, SPHONE™; pour TrustWay, TRUSTWAY™; pour TrustWay Proteccio, TRUSTWAY PROTECCIO™; pour VisiBull, VISIBULL™.*

## 6.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

La responsabilité du présent document est assumée par Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull.

### **Attestation du responsable du présent document**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 11 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 juillet 2014

Philippe Vannier

Président-directeur général



Bull  
Société anonyme au capital de 12 222 439,70 €  
R.C.S. Versailles 542 046 065  
Siège social : rue Jean Jaurès  
78340 Les Clayes-sous-Bois  
France  
Tel: +33 (0)1 30 80 70 00  
[www.bull.com](http://www.bull.com)

